Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Mardi 26 août 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°707 ■

ESCALADE SIONISTE À GHAZA

L'ONU exige des mesures immédiates pour mettre fin au "carnage"

P 16

TRANSPORT AÉRIEN

Domestic Airlines prend son envol

Le premier vol de la compagnie Domestic Airlines, filiale d'Air Algérie dédiée au transport intérieur, a décollé ce lundi 25 août. Il s'agit du vol inaugural d'Alger à Tamanrasset, à bord d'un Boeing 737-800, marquant une étape importante dans la modernisation et le renforcement des liaisons internes en Algérie. La cérémonie officielle, organisée à l'aéroport international Houari-Boumediene, s'est tenue en présence du ministre des Transports, Saïd Sayoud, du PDG d'Air Algérie, Hamza Benhamouda, du directeur général de Domestic Airlines, Abdessamad Ourihane, ainsi que du PDG de la SGSIA, Mokhtar Mediouni. P 3

DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR MINIER

La Sonarem s'appuie sur l'université

La Société nationale de recherche et d'exploitation minière (Sonarem) a mis en place une politique de développement pour 2025 qui vise à renforcer la position du pays dans le secteur minier. Pour asseoir sa politique, la Sonarem entretient des relations étroites avec l'enseignement supérieur dans le pays. Aussi, les liens qui unissent ces deux institutions sont forts et ne cessent de s'ancrer dan un optique de partenariat.

P 2

PROMOTION DU COMMERCE INTRA-AFRICAIN

L'Algérie, un acteur de leadership

Alger abritera, du 4 au 10 septembre prochain, un rendez-vous continental de premier plan : la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025). Plus de 2 000 entreprises venues d'Afrique et d'ailleurs y prendront part, aux côtés de délégations officielles représentant plus de 70 pays. Environ 40 000 visiteurs professionnels, hommes d'affaires et porteurs de projets, sont attendus à cette manifestation, confirmant ainsi son importance et constituant une affirmation forte de l'engagement panafricaniste de l'Algérie et de son attachement à l'unité et au développement du continent.

P 5

RENFORÇEMENT DES CAPACITÉS DE STOCKAGE DES CÉRÉALES

Un pas vers l'autosuffisance et la sécurité alimentaire

La sécurité alimentaire s'impose aujourd'hui comme l'un des axes majeurs de la stratégie nationale. Face à une production céréalière en forte hausse, dépassant en 2024 la barre symbolique d'un milliard de dollars pour le seul blé dur, les autorités multiplient les initiatives pour renforcer les capacités de stockage et moderniser les infrastructures. L'objectif est clair : assurer la conservation des récoltes, réduire les pertes et rapprocher les services des agriculteurs.

P 3

LE MINISTRE DE L'HYDRAULIQUE EN VISITE À TIARET

Inspection et mise en service de plusieurs projets P 2

ÉNERGIES RENOUVELABLES

Les pays qui fournissent l'Afrique en technologies P 5

GUELMA

Saisie de 3 quintaux de denrées et viandes impropres à la consommation P 16

LE DG DE L'APS REÇOIT L'AMBASSADEUR DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN

Les moyens de renforcer la coopération examinés

Le Directeur général de l'agence Algérie presse service (APS), M. Samir Gaïd, a reçu, lundi, l'ambassadeur de la République islamique d'Iran, M. Mohammad Reza Babaie, qui a effectué une visite de courtoisie au siège central de l'agence à Alger. Les deux parties ont examiné les moyens de renforcer la coopération et les échanges entre les agences de presse des deux pays, à la faveur de la volonté commune d'actualiser le Mémorandum d'entente, signé en 2018, entre l'APS et son homologue iranienne IRNA, à travers de nouveaux axes d'accord qui tiennent compte des évolutions dans le secteur des médias et des agences de presse, notamment le passage vers des modèles d'agences global media, des exigences de renforcement de la coopération et de la concertation et de coordination des efforts face à la désinformation et aux fake news, ainsi que des progrès technologiques. A cette occasion, l'ambassadeur iranien a souligné l'importance des échanges et de la coopération entre les deux pays dans le domaine des médias, notamment pour mettre en avant leur richesse culturelle et civilisationnelle, ainsi que les potentialités et les opportunités qui s'offrent à eux dans plusieurs domaines. L'ambassadeur iranien a, par ailleurs, visité le Musée de l'APS, qui retrace les différentes étapes de son évolution depuis sa création en 1961.

DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR MINIER

La Sonarem s'appuie sur l'université

La Société nationale de recherche et d'exploitation minière (Sonarem) a mis en place une politique de développement pour 2025 qui vise à renforcer la position du pays dans le secteur minier. Pour asseoir sa politique, la Sonarem entretient des relations étroites avec l'enseignement supérieur dans le pays. Aussi, les liens qui unissent ces deux institutions sont forts et ne cessent de s'ancrer dan un optique de partenariat. Dans cette vision, le groupe public a accueilli, avant-hier en son siège, une délégation du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique. L'objectif de cette réunion était d'explorer les voies et les mécanismes de coopération entre le groupe, les centres de recherche et les universités algériennes.

Par Réda Hadi

La délégation, menée par Mohamed Bouhicha, directeur général de la Recherche Scientifique et du Développement Technologique, a été reçue par le Président-Directeur Général de Sonarem, Belkacem Soltani. Des cadres des deux parties étaient présents lors de cette rencontre.
L'idée est d'intégrer la recherche scientifique dans le développement des activités minières du groupe et de valoriser les minéraux pour en augmenter la valeur ajoutée, soutenir l'économie nationale et favoriser le développement local.
Les discussions ont porté sur la valorisation de minéraux tels que le phosphate, le fer, le zinc, le plomb et le carbonate de calcium, ainsi que sur l'accompagnement scientifique des grands projets du groupe pour en améliorer la rentabilité.
Les parties ont également discuté de l'intégration des préoccupations du secteur minier dans les programmes de recherche universitaires et de la possibilité de créer des offres de formation adaptées aux besoins des filiales du groupe. Le projet stratégique de production de batteries au lithium (LFP) a également été abordé, avec la possibilité de collaboration entre la Sonarem et les centres de recherche pour concrétiser ce projet.
Les discussions ont également porté sur l'optimisation de l'utilisation des déchets miniers et la création d'un environnement expérimental pour les chercheurs. Les parties ont souligné la nécessité de s'ouvrir aux compétences algériennes à l'étranger pour bénéficier de leur expertise scientifique.
Un comité mixte a été formé pour rédiger un accord de partenariat stratégique et définir les mécanismes de coopération. Cette réunion marque une étape stratégique importante pour le développement des activités minières en Algérie et pour renforcer la position de la Sonarem en tant que moteur essentiel de la croissance économique et du développement durable.
Les objectifs de cette collaboration incluent de développer les activités minières en intégrant la recherche scientifique dans le développement des activités minières du groupe. Et ceci pour augmenter la valeur ajoutée en valorisant les minéraux et en améliorant la rentabilité des projets.
En somme, la Sonarem collabore avec les universités et les instituts de recherche algériens pour former des étudiants et des chercheurs dans les domaines de la géologie, de la minéralogie et de l'exploitation minière. En cela, elle offre des stages et des projets de fin d'études aux étudiants des universités et des écoles d'ingénieurs, leur permettant de gagner de l'expérience pratique dans le secteur minier.
Tout comme elle collabore avec les universités et les instituts de recherche pour mener des recherches et développer de nouvelles technologies dans le domaine minier. Forte de cette politique, la Sonarem recrute des diplômés des universités et des écoles d'ingénieurs pour les intégrer dans son équipe et les former aux spécificités de l'entreprise. Le groupe établit des partenariats pédagogiques avec les universités et les écoles d'ingénieurs pour développer des programmes de formation adaptés aux besoins du secteur minier.

LE MINISTRE DE L'HYDRAULIQUE EN VISITE À TIARET

Inspection et mise en service de plusieurs projets

Par S R.

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a effectué, hier, une visite de travail dans la wilaya de Tiaret où il a procédé à la mise en service de plusieurs projets hydrauliques d'envergure. Accompagné du wali Saïd Khalil , du président de l'APW, El Ouekkal Bekhira, de parlementaires et de responsables locaux, M. Derbal a supervisé la mise en exploitation de la deuxième tranche du projet de renforcement de l'alimentation en eau potable à partir de «Chott Ech Chergui», au bénéfice des communes de Tiaret, Sougueur, Aïn Kermès et Frenda.
Dans la commune de Tiaret, il a également inauguré la deuxième phase du projet de raccordement inter-réservoirs entre «Sidi Khaled» et «Kirili», destiné à améliorer l'approvisionnement en eau, notamment dans plusieurs quartiers du chef lieu de la wilaya. Le raccordement des eaux d'Adjar-Maya au grand réservoir de 10 000 m³ de Zmalet a aussi été inspecté. Enfin, à Sebaïne, le ministre a mis en service un puits profond dans la zone d'Ouled Ben Adda, destiné à renforcer l'alimentation en eau potable des communes de Sidi Hosni, Maghila et Es-Sebt. Au cours de sa visite, M. Derbal a insisté sur la nécessité de valoriser et diversifier les ressources hydriques à travers une planification scientifique prospective et sur l'importance de réhabiliter les stations d'épuration afin de réutiliser les eaux traitées dans l'agriculture. Une démarche qui, selon lui, contribuera à soulager les ressources souterraines et à améliorer la disponibilité en eau potable pour les citoyens.

BLIDA

Mise en service de deux forages d'eau à Mouzaia

Deux (2) nouveaux forages d'eau ont été mis en service, lundi, dans la commune de Mouzaia, dans l'ouest de Blida, en vue d'améliorer l'alimentation en eau potable (AEP) dans cette région. Supervisant l'opération, le wali de Blida, Ibrahim Ouchen, a souligné que ces deux forages vont renforcer le système d'approvisionnement de la commune, avec un débit quotidien estimé à 1.500 M3, ajoutant que "les efforts se poursuivent pour consolider davantage ce dispositif, notamment grâce à une dotation en eau dessalée de 1.700 M3/ jour destinée à la commune de Mouzaia". Le wali a précisé que l'amélioration de la distribution d'eau dans la wilaya de Blida se poursuit en permanence, avec la réalisation régulière de nouveaux forages, en attendant l'apport supplémentaire en eau dessalée de l'usine de Fouka 2 (Tipasa), qui profitera aux communes de Guerouaou et Soumaâ. Cette démarche sera ensuite élargie à l'Est de la wilaya afin de répondre à la demande croissante en eau potable sur l'ensemble du territoire de la wilaya de Blida.
Par ailleurs, le wali a fait savoir que le programme de 2025 est "quasi achevé", et que six (6) forages ont déjà été réceptionnés sur les huit (8) prévus pour l'année en cours. L'objectif principal de ce programme est d'assurer un approvisionnement régulier et de couvrir les besoins de l'ensemble des habitants de la wilaya, a-t-il rappelé.
A noter que la wilaya a mobilisé une enveloppe de 16 milliards de centimes pour concrétiser le programme de huit (8) forages répartis entre El Affroun (2), Mouzaia (2), Boufarik (1), Beni Tamou (1), Oued El Alleug (1) et Chiffa (1). Ces deux (2) derniers forages sont prévus à l'entrée en service "prochainement ", selon les responsables du secteur.

Quotidien economique
Les Enjeux Eco
Edité par la SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

TRANSPORT AÉRIEN

Domestic Airlines prend son envol

Le premier vol de la compagnie Domestic Airlines, filiale d'Air Algérie dédiée au transport intérieur, a décollé ce lundi 25 août. Il s'agit du vol inaugural d'Alger à Tamanrasset, à bord d'un Boeing 737-800, marquant une étape importante dans la modernisation et le renforcement des liaisons internes en Algérie.

Par Mourad A.

La cérémonie officielle, organisée à l'aéroport international Houari-Boumediene, s'est tenue en présence du ministre des Transports, Saïd Sayoud, du PDG d'Air Algérie, Hamza Benhamouda, du directeur général de Domestic Airlines, Abdessamad Ourihane, ainsi que du PDG de la SGSIA, Mokhtar Mediouni. Créée suite au transfert de propriété de Tassili Airlines vers Air Algérie, finalisé mi-août, Domestic Airlines incarne une vision stratégique dictée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en vue de répondre aux besoins de mobilité croissants et de consolider le maillage aérien du pays. Avec une flotte issue d'Air Algérie et de Tassili Airlines, la nouvelle compagnie a pour vocation de renforcer les dessertes entre les différentes wilayas et de soutenir le développement socio-économique des régions, en particulier celles du Sud.

Pour Saïd Sayoud, ce lancement dépasse le simple cadre d'une liaison aérienne : « Domestic Airlines n'est pas seulement une nouvelle compagnie, c'est un projet structurant. Ce vol inaugural vers Tamanrasset traduit la volonté de l'État de rapprocher les Algériens, de renforcer l'intégration nationale et de donner aux populations du Sud un accès régulier et fiable aux grands centres du pays.

C'est une réponse concrète à l'équité territoriale que nous défendons ». Le ministre a également mis en avant la dimension stratégique de ce nouveau transporteur, appelé à consolider l'offre nationale : « Avec Domestic Airlines, nous franchissons une nouvelle étape dans la refonte du système aérien national. Notre objectif est de rendre le transport aérien plus accessible, plus régulier et mieux adapté aux besoins des citoyens, tout en accompagnant le développement économique et touristique des régions enclavées ».

Au-delà de Tamanrasset, la compagnie envisage de déployer progressivement de nouvelles lignes, répondant aux aspirations des voyageurs et soutenant l'économie locale. Pour le gouvernement, l'ambition est claire : offrir un service public aérien moderne et performant, capable de jouer un rôle moteur dans l'intégration du territoire et l'ouverture des wilayas. Avec ce premier vol, Domestic Airlines prend littéralement son envol et s'inscrit dans une dynamique de croissance qui place la mobilité des citoyens au cœur des priorités nationales.

Transport terrestre : l'importation des bus ouverte aux transporteurs

Lors de son intervention à l'aéroport international Houari Boumediene, à l'occasion du lancement du vol inaugural de la compagnie aérienne domestique reliant Alger à Tamanrasset, SaidSayoud a annoncé l'ouverture de l'importation des bus neufs ainsi que de ceux de moins de cinq ans. Cette mesure vise à moderniser le parc national de transport routier et à améliorer la qualité des services offerts aux citoyens. « Le parc de transport inter-wilayas se trouve dans un état satisfaisant, contrairement au parc urbain et suburbain, qui souffre d'une vétusté avancée et nécessite un renouvellement progressif », a-t-il souligné.

Dans ce cadre, le ministre a rappelé qu'un plan de modernisation avait été lancé dès janvier dernier afin de remplacer graduellement les véhicules les plus anciens. « L'objectif est de garantir des conditions de transport plus sûres, plus confortables et mieux adaptées aux besoins de la population », a-t-il affirmé. La nouvelle réglementation permet désormais aux transporteurs d'importer des bus, sous réserve de s'acquitter des droits de douane et de finaliser toutes les procédures administratives liées à l'opération.

Toutefois, le secteur n'exclut pas un assouplissement fiscal. Sayoud a en effet indiqué que « la proposition formulée par les transporteurs d'être exonérés des droits de douane est actuellement à l'étude ». Un groupe de travail, mis en place au sein du ministère des Transports et associant les ministères de l'Industrie et du Commerce, planche sur ce dossier afin de proposer des solutions qui pourraient être intégrées dans la prochaine loi de finances.

Pour le ministre, cette ouverture représente une étape importante vers la réhabilitation du réseau de transport routier national : « Nous devons accompagner les transporteurs et leur offrir les moyens de renouveler leur flotte, car un parc moderne est une garantie de sécurité, de performance et de qualité de service ».

Avec cette décision, les transporteurs disposeront de nouveaux leviers pour investir dans des véhicules récents et adaptés, marquant ainsi un pas significatif vers l'amélioration durable du transport public en Algérie.

OUARGLA

Lancement d'une opération de vaccination contre la PPR

Une opération de vaccination préventive contre la peste des petits ruminants (PPR) a été lancée dans la wilaya d'Ouargla, a-t-on appris lundi de la direction locale des services agricoles (DSA). Cette opération, qui s'inscrit dans le cadre du programme national de prévention et de lutte contre les zoonoses, touchera en priorité le cheptel ovin et caprin de plus de quatre mois à travers l'ensemble du territoire de la wilaya, a expliqué l'inspecteur vétérinaire à la DSA, El-Bouti Bellahcen. Les moyens humains et matériels nécessaires, dont 30.000 doses de vaccins et des médecins vétérinaires, ont été mobilisés pour la réussite de cette campagne destinée aux éleveurs, à titre gracieux, a-t-il ajouté. Elle revêt une grande importance pour renforcer l'immunité du cheptel contre cette maladie infectieuse qui, en cas de propagation, peut entraîner des pertes considérables de bétail, a souligné M. Bellahcen. La wilaya d'Ouargla recense d'un cheptel ovin de 36.600 têtes et caprin de 24.000, selon les statistiques de la DSA.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE STOCKAGE DES CÉRÉALES

Un pas vers l'autosuffisance et la sécurité alimentaire

Par M. A.

La sécurité alimentaire s'impose aujourd'hui comme l'un des axes majeurs de la stratégie nationale. Face à une production céréalière en forte hausse, dépassant en 2024 la barre symbolique d'un milliard de dollars pour le seul blé dur, les autorités multiplient les initiatives pour renforcer les capacités de stockage et moderniser les infrastructures. L'objectif est clair : assurer la conservation des récoltes, réduire les pertes et rapprocher les services des agriculteurs.

Selon les données officielles, les stocks nationaux actuels dépassent 4 millions de tonnes, ce qui nécessite une infrastructure adaptée. Le programme en cours prévoit la réalisation de 30 silos stratégiques répartis sur 30 wilayas, ainsi que 350 centres de stockage de proximité couvrant 52 wilayas. Ces installations doivent constituer l'épine dorsale de la politique publique en matière de sécurité alimentaire.

À Corso (Boumerdès), le groupe Agrodiv a lancé un projet pilote d'envergure avec la réhabilitation de quatre batteries de silos, chacune comprenant neuf cuves en béton, pour une capacité totale d'un million de quintaux. Cette réalisation, première du genre en Afrique et dans le bassin méditerranéen, a permis de créer de nombreux emplois. Conçu pour une durée de vie de 100 ans, le projet a été mené dans le respect des normes, avec l'utilisation de matériaux locaux.Dans la wilaya de Tipaza, deux centres de stockage sont en cours de réalisation, à Sidi Amar et à Nador, chacun offrant une capacité de 5 000 tonnes. Le délai d'exécution est fixé à six mois pour une livraison prévue au premier trimestre 2025. Le coût global s'élève à 505,9 millions de dinars. Ces structures, dotées de halls de stockage, d'espaces administratifs et d'annexes, permettront de réduire la pression sur les centres de collecte existants et de rapprocher le service des exploitants agricoles. La wilaya de Béjaïa accueille, quant à elle, un complexe industriel rattaché aux Moulins Soummam à Sidi Aïch, doté d'une capacité de 125 000 quintaux. Actuellement, il stocke environ 13 000 quintaux de blé dur et tendre. Sa capacité de transformation journalière atteint 4 400 quintaux de blé dur et 3 000 quintaux de blé tendre, contribuant directement à l'approvisionnement national en semoule et en farine. Un raccordement futur au réseau ferroviaire est envisagé afin d'optimiser la logistique et d'accroître les flux de marchandises. Intervenant à la télévision algérienne, Ali Zamouche, Président-Directeur Général de l'EPE/SPA Filiale Céréales Centre, et Abdelhalim Arrouche, Président-Directeur Général de la société SERSID, ont souligné que le stockage constitue un maillon essentiel de la filière céréalière. Ils ont également mis en avant le savoir-faire national mobilisé pour concevoir et réhabiliter les silos. Pour Ali Zamouche, ces investissements représentent une étape décisive : « Le stockage constitue l'un des maillons stratégiques de la filière céréalière. Avec ces nouvelles infrastructures, nous garantissons la disponibilité du blé tout au long de l'année et réduisons les pertes post-récolte. C'est un pas important vers l'autosuffisance et la sécurité alimentaire du pays».

De son côté, Arrouche, a tenu à souligner la portée industrielle du projet : « La conception et la réhabilitation de ces silos sont le fruit d'un savoir-faire national. Nos ingénieurs et nos équipes ont démontré qu'il est possible de relever ce défi avec des compétences locales, en respectant les standards internationaux. Cela conforte l'Algérie dans son ambition de bâtir une filière céréalière moderne et souveraine ».

Au-delà des chiffres, une véritable transformation structurelle s'opère. En développant son réseau d'infrastructures de stockage, l'Algérie se dote d'un outil qui sécurise ses approvisionnements et répond à la croissance de sa production. C'est une démarche stratégique qui allie l'économie, l'industrie et la souveraineté nationale.

MÉTÉO

Persistance de la vague de chaleur sur plusieurs wilayas du Nord du pays

La vague de chaleur qui touche plusieurs wilayas du Nord du pays persistera jusqu'à demain mardi, indique lundi un bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de météorologie. Selon le BMS, de niveau de vigilance jaune, les wilayas concernées sont Annaba, Skikda, Jijel, Bejaia, Tizi Ouzou, Alger, Blida, Ain Defla, Chlef et Relizane.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Évaluation des préparatifs de la prochaine rentrée universitaire

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, a présidé une réunion consacrée à l'évaluation des préparatifs de la prochaine rentrée universitaire, indique, lundi, un communiqué du ministère. Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a tenu, dimanche soir, une réunion avec les cadres du ministère consacrée à l'évaluation des préparatifs de la rentrée universitaire 2025-2026, précise le communiqué. Ont pris part à cette réunion de coordination à distance, les présidents des conférences régionales et des recteurs d'universités, ajoute la même source. Lors de cette rencontre, les dossiers relatifs aux "transferts spéciaux, au suivi de la disponibilité des structures universitaires, au respect du calendrier pédagogique en termes de volume horaire semestriel de chaque module, à la préparation du lancement de la bibliothèque électronique universitaire, et à la valorisation du rôle de l'université dans le renforcement du tissu économique national, par le biais de l'entrepreneuriat", note le communiqué.

ALGÉRIE POSTE

Lancement de nouvelles cartes de paiement dédiées aux supporters des clubs sportifs

Algérie Poste a annoncé le lancement de nouvelles cartes de paiement dédiées aux supporters des clubs sportifs algériens, portant les couleurs et les symboles historiques de chaque équipe. Cette initiative reflète, selon l'entreprise, son attachement à son environnement social et culturel, tout en valorisant le rôle du sport comme vecteur de l'identité nationale. Dans un communiqué rendu public hier lundi, Algérie Poste a précisé que le premier lancement concernera le «Mouloudia Club d'Alger (MCA)». Les supporters de ce club historique pourront ainsi bénéficier d'une large gamme de services numériques. La mise en circulation de cette carte interviendra dans les prochaines semaines, avec la possibilité de remplacer la carte classique. La même source a ajouté que « dans un délai rapproché, l'ensemble des détails relatifs aux avantages et services associés à cette carte sera communiqué, en prévision de l'élargissement ultérieur de l'initiative aux supporters des différents clubs sportifs nationaux ». Dans ce cadre, Algérie Poste souligne que cette nouvelle gamme de cartes personnalisées – à l'image de celle destinée aux supporters du MCA – constitue une première étape dans un processus de numérisation plus large, ouvert non seulement aux autres clubs sportifs nationaux, mais aussi aux institutions, organismes et diverses catégories de la société. Cette démarche traduit l'engagement de l'entreprise dans la mise en œuvre de la feuille de route gouvernementale en matière de transformation numérique et de généralisation des services de paiement électronique. Elle vise à répondre aux besoins et attentes des clients, tout en contribuant à la promotion de l'inclusion financière et à l'amélioration de l'expérience numérique des citoyens.

PORTÉ PAR LA BAISSE DES STOCKS AMÉRICAINS

Le pétrole dans le vert

Les cours du pétrole profitent d'un nouvel élan jeudi avec la lourde baisse des réserves américaines de pétrole la semaine dernière et les réticences de la Russie à accorder des garanties de sécurité à l'Ukraine.
L'Agence américaine sur l'énergie (EIA) a rapporté mercredi que les stocks commerciaux de pétrole aux Etats-Unis ont diminué de 6 millions de barils et ceux d'essence de 2,7 millions de barils durant la semaine achevée le 15 août. Un recul plus marqué que la diminution d'environ 850.000 barils de brut et de plus de 310.000 barils d'essence attendue par les analystes, d'après la médiane d'un consensus Bloomberg. Ces données confortent aussi celles de la fédération des professionnels américains du secteur, l'American Petroleum Institute (API), qui avait déjà signalé mardi soir une baisse des réserves de brut et d'essence plus marquée que prévu par les analystes. Vers 09H00 GMT (11H00 HEC), le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en octobre, prenait 0,78% à 67,36 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, gagnait 0,86% à 63,25 dollars. «Parallèlement, les négociations fragiles sur un cessez-le-feu entre l'Ukraine et la Russie maintiennent une légère prime de risque» qui fait monter les prix, explique Ole Hvalbye, de Seb. Européens et Américains ont évoqué ces derniers mois la possibilité d'accorder à Kiev des garanties de sécurité similaires au fameux "article 5" de l'Otan, ou encore le déploiement d'un contingent militaire en Ukraine. La Russie a averti mercredi que toute discussion sur de telles garanties qui ne prendrait pas en compte sa position ne mènerait "nulle part". Moscou a aussi une nouvelle fois calmé les ardeurs concernant un potentiel sommet imminent entre les présidents Vladimir Poutine et Volodymyr Zelensky.
Un éventuel allégement des sanctions sur le secteur pétrolier russe pourrait renforcer l'offre, et pénaliser le cours de l'or noir. Par ailleurs, "les flux de pétrole russe via l'oléoduc Druzhba ont repris après les récentes attaques de drones ukrainiens contre des stations de pompage", signalent les experts de DNB.

EXTINCTION DE L'INCENDIE DE CHRÉA (BLIDA)

Installation d'un poste de commandement opérationnel

Un poste de commandement opérationnel a été installé afin de coordonner les différentes interventions de terrain pour éteindre l'incendie qui s'est déclaré, dimanche soir, dans la région de Hakou Feraoun, commune de Chréa (w. Blida), a indiqué, lundi, un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire.
"Dans le cadre de la poursuite des efforts d'extinction de l'incendie qui s'est déclaré, dimanche 24 août 2025, dans la région de Hakou Feraoun, relevant de la commune de Chréa, un poste de commandement opérationnel a été installé pour coordonner les différentes interventions de terrain", précise le communiqué. A cet effet, ajoute la même source, les équipes locales de lutte contre les incendies "ont été renforcées par des moyens et effectifs supplémentaires", à savoir "la colonne mobile de lutte contre les feux de forêts de la wilaya de Blida, la colonne mobile relevant de l'unité nationale et celle de la wilaya de Médéa, ainsi que le détachement régional de lutte contre les feux de forêts de la wilaya de Chlef". Il s'agit également de la mobilisation d'"un hélicoptère MI-26 et d'un avion bombardier d'eau BE-200, relevant de l'Armée nationale populaire (ANP)", selon la même source. Le ministère a souligné que "l'opération d'extinction se poursuit toujours, avec la mobilisation de l'ensemble des moyens humains et matériels, en vue de maîtriser l'incendie et d'éviter sa propagation".

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	430,00	NC	0,00	1,52	2,09	7,59	8,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1415,00	+1,07	-0,27	-0,10	9,10	5,50	37370	52 878 550,00
BIOPHARM	BIO	2 500,00	NC	0,00	0,00	5,12	7,50	7,20	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 281,00	2283,00	0,09	0,03	0,57	10,89	5,48	3947	9 011 001,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,24	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	384,00	NC	0,00	-2,66	-5,62	3,63	5,47	0	0,00

Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 24 أوت 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 24 Août 2025

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة[1] دج / كلغ المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	60	68	53	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	83	98	68	الطماطم	
	Oignon sec	48	55	41	البصل الجاف	
	Ail sec	516	598	434	الثوم الجاف	
	Carotte	101	112	90	الجزر	
	Navet	146	162	131	لفت	
	Poivron	102	116	88	الفلفل الاخضر	
	Piment	122	141	103	الفلفل الحار	
	Courgette	109	122	96	الكوسة	
	Haricot vert	225	250	201	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	145	160	130	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	349	431	268	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	607	735	479	التمر	
	Banane	440	451	427	الموز	
	Melon	85	96	74	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	75	85	65	البطيخ الاحمر	
	Raisin	232	296	168	العنب	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1801	1928	1675	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	347	359	334	الدجاج	
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	102	91	حليب البقر (لتر)	

PROMOTION DU COMMERCE INTRA-AFRICAIN

L'Algérie, un acteur de leadership

Alger abritera, du 4 au 10 septembre prochain, un rendez-vous continental de premier plan : la 4 édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025). Plus de 2 000 entreprises venues d'Afrique et d'ailleurs y prendront part, aux côtés de délégations officielles représentant plus de 70 pays. Environ 40 000 visiteurs professionnels, hommes d'affaires et porteurs de projets, sont attendus à cette manifestation, confirmant ainsi son importance et constituant une affirmation forte de l'engagement panafricaniste de l'Algérie et de son attachement à l'unité et au développement du continent.

Par Sirine R.

Lancée en 2018 par la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), en coopération avec la Commission de l'Union africaine et le secrétariat de la ZLECAf, l'IATF est considérée comme « une initiative majeure pour dynamiser le commerce intra-africain, en stimulant l'investissement et le dialogue entre les différents acteurs, afin de soutenir le développement industriel et l'intégration régionale ».

Au-delà d'une simple manifestation économique, l'IATF constitue une étape « stratégique et symbolique » qui illustre l'engagement historique de l'Algérie envers le continent et son attachement renouvelé au principe « L'Afrique aux Africains ». À cet effet, l'État algérien a mobilisé d'importants moyens organisationnels et logistiques pour assurer le succès de cet événement. Le directeur du développement économique, de l'intégration et du commerce à la Commission de l'Union africaine, Patrick Ndzana Olomo, a salué dans un entretien à l'APS « la mobilisation par l'Algérie de moyens considérables » et la simplification des procédures administratives en faveur des partenaires africains. En organisant l'IATF, l'Algérie « réaffirme son héritage historique en tant que pays pionnier dans la lutte pour l'autodétermination » et se positionne en « acteur de leadership pour promouvoir le commerce intra-africain et concrétiser la vision de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) », a-t-il déclaré.

Cette édition constitue également une opportunité pour l'Algérie de mettre en valeur ses capacités productives, ses atouts industriels, son savoir-faire logistique et son potentiel exportateur dans plusieurs secteurs, notamment l'énergie, l'agriculture, l'industrie pharmaceutique et les industries de transformation. Ndzana Olomo a rappelé la place stratégique de l'Algérie « en tant que hub du commerce et de l'investissement en Afrique », citant ses grandes infrastructures en plein essor, telles que la route transsaharienne, le gazoduc transsaharien (TSGP) et la dorsale transsaharienne en fibre optique.

« En accueillant la Foire commerciale intra-africaine 2025, l'Algérie ne se contente pas d'organiser un grand événement, elle confirme son rôle d'acteur clé dans l'intégration économique africaine », a-t-il souligné. L'IATF est selon lui « un instrument pratique et stratégique pour mettre en avant ses potentialités économiques et contribuer directement à la réalisation de la vision d'un continent plus intégré, prospère et autonome ».

Le responsable a mis en exergue l'intérêt particulier accordé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à cet événement considéré comme le plus important du continent, en raison de son apport à la dynamique de croissance par l'intégration commerciale africaine.

Il a également relevé l'amélioration du climat d'affaires en Algérie, qui offre désormais « un environnement transparent et attractif grâce à de nouvelles lois prévoyant exonérations fiscales et garanties juridiques pour les investisseurs ».

L'adhésion récente de l'Algérie, via sa Banque centrale, au Système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS) est perçue comme « une étape significative » pour faciliter les paiements en monnaies locales et réduire les coûts de transaction, renforçant ainsi le rôle du pays dans l'écosystème financier africain. Après les éditions tenues en Égypte (2018 et 2023) et en Afrique du Sud (2021), la 4e édition organisée en Algérie intervient à un moment charnière, marqué par l'entrée en vigueur opérationnelle de la ZLECAf. Cet événement rassemblera plus de 2 000 exposants et 35 000 visiteurs professionnels, et devrait aboutir à la signature de contrats dépassant 44 milliards de dollars, contribuant ainsi à l'accélération des échanges et investissements intra-africains.

Il comportera des pavillons multisectoriels couvrant l'agriculture, l'industrie, l'énergie et la finance, avec des manifestations parallèles comme le Canex (Creative Africa Nexus) et des espaces dédiés aux jeunes entrepreneurs, dans le but de promouvoir l'innovation, de contribuer à la création de valeur ajoutée et à la diversification des économies africaines. M. Ndzana Olomo a rappelé que l'importance du marché africain, dont la valeur dépasse 3.500 milliards de dollars, fait de l'IATF une plateforme centrale et concrète, venant compléter le cadre politique de la ZLECAf pour atteindre ses objectifs et surmonter les obstacles, en particulier les barrières non tarifaires.

ANCA

La Foire IATF 2025, une opportunité à saisir pour les PME

Par S R.

À quelques jours de l'ouverture de la 4e édition de la Foire africaine du commerce intra-africain (IATF), prévue du 4 au 10 septembre 2025 au Palais des expositions d'Alger, l'Association nationale des commerçants et artisans (ANCA) multiplie les appels en direction des opérateurs économiques nationaux. Dans un communiqué rendu public hier, l'ANCA a qualifié cet événement de « plus grand rendez-vous économique du continent », en rappelant qu'il réunira plus de 2 000 entreprises venues d'Afrique et d'ailleurs, ainsi que des délégations officielles représentant plus de 70 pays. Selon l'association, environ 40 000 visiteurs professionnels, hommes d'affaires et porteurs de projets, sont attendus durant cette semaine d'échanges et de coopération économique.

Pour l'ANCA, cette manifestation constitue une opportunité majeure pour renforcer la place de l'Algérie sur la scène africaine, mais également pour permettre aux entreprises nationales de promouvoir leurs produits et services. « La foire ouvrira de nouvelles perspectives en matière d'investissement, de partenariat, d'exportation et de diversification des réseaux de distribution », souligne le communiqué.

L'association invite ainsi ses adhérents, notamment les professionnels, les PME, les start-up ainsi que les porteurs de projets, à tirer pleinement profit de ce rendez-vous continental pour développer leurs activités, découvrir la réalité de la production nationale et s'inspirer des expériences des entreprises africaines. Par ailleurs, l'ANCA a annoncé que son siège, installé au Palais des expositions, restera ouvert tout au long de l'événement afin d'assurer l'accompagnement et l'orientation de ses membres, et de faciliter l'organisation de rencontres professionnelles avec les exposants.

Avec la mobilisation attendue de milliers d'acteurs économiques, la Foire africaine du commerce intra-africain s'annonce comme une vitrine privilégiée pour l'intégration économique africaine et un tremplin pour les entreprises algériennes désireuses de conquérir de nouveaux marchés.

ÉNERGIES RENOUVELABLES

Les pays qui fournissent l'Afrique en technologies

Synthèse R E/Agence

Le développement des énergies renouvelables s'accélère sur le continent, porté par des objectifs de transition énergétique, d'accès universel à l'électricité et de diversification des sources. Cette dynamique s'inscrit dans un contexte mondial marqué par la baisse des coûts technologiques et l'évolution des politiques climatiques.

L'Afrique mise de plus en plus sur les énergies renouvelables pour répondre à ses besoins énergétiques. En 2024, le continent a franchi le cap des 70 GW de capacité installée, selon l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA). Mais cette montée en puissance repose sur des équipements qu'elle ne fabrique pas localement. Elle dépend entièrement de fournisseurs étrangers pour ses panneaux solaires, onduleurs, batteries de stockage, turbines, mâts, pales, transformateurs et systèmes de pilotage numérique. D'où viennent ces technologies et qui les fournit à l'Afrique ? L'Agence Ecofin tente de répondre à cette question en se concentrant sur quatre technologies clés qui structurent les projets renouvelables déployés sur le continent : le solaire photovoltaïque, l'éolien, le stockage par batteries et les onduleurs. Selon un rapport publié en 2024 par GreenCape, une organisation sud-africaine à but non lucratif qui agit comme catalyseur du développement de l'économie verte en Afrique, ces équipements représentent de loin les principales catégories de composants importés pour les grands projets d'énergies renouvelables en Afrique, qu'ils soient raccordés au réseau ou conçus pour des systèmes autonomes.

La Chine conserve l'essentiel du marché du solaire photovoltaïque

Le solaire est aujourd'hui la première source d'énergie renouvelable déployée en Afrique. Mais cette croissance repose sur une technologie entièrement importée. En 2023, entre 85 et 90 % des modules photovoltaïques installés en Afrique provenaient de Chine, selon le rapport « Renewable Power Generation Costs in 2024 » de l'IRENA.

Les fabricants LONGi, JA Solar, Trina Solar et Jinko Solar dominent le marché, portés par des capacités industrielles massives et des prix très compétitifs. La société Canadian Solar, bien qu'implantée au Canada, produit en grande majorité en Chine et figure régulièrement parmi les cinq plus gros exportateurs mondiaux. La majorité des modules livrés au continent sont de type N-type TOPCon, une technologie plus performante en conditions chaudes, largement produite par ces cinq industriels chinois.

L'Afrique ne fabrique ni wafers, ni cellules, ni modules complets. Seules quelques unités d'assemblage existent, notamment en Afrique du Sud.

Par ailleurs, l'Inde gagne du terrain dans des pays comme le Kenya ou l'Ouganda, en fournissant des équipements solaires pour des usages domestiques ou ruraux.

Quant à l'Union européenne, sa présence commerciale s'est fortement réduite. Elle est passée à moins de 5 % au niveau mondial, selon le rapport « Solar PV Global Supply Chains » de l'Agence internationale de l'énergie (IEA) publié en 2023. Une tendance qui se reflète aussi sur le marché africain où sa diffusion est désormais marginale.

Le marché de l'éolien entre dominations européennes et percée chinoise

Contrairement au solaire photovoltaïque, le marché éolien africain est dominé par les fabricants européens. En 2024, selon Wood Mackenzie et le Global Wind Energy Council, les fabricants européens restaient majoritaires hors Chine dans les installations éoliennes. Des compagnies comme Vestas ayant installé plus de 10 GW sur les marchés internationaux, suivi par Siemens Gamesa et Nordex.

En Afrique, où les données sont moins détaillées, ces trois acteurs se positionnent néanmoins comme les fournisseurs dominants des principaux parcs d'Afrique du Nord (Maroc, Égypte) et d'Afrique du Sud, d'après plusieurs bilans de projets récents publiés entre 2022 et 2024. Mais la Chine gagne du terrain. Selon l'IRENA, des fabricants comme Goldwind et Mingyang ont livré plusieurs projets récents au Kenya et en Égypte, soutenus par des financements chinois.

En dehors de quelques opérations d'assemblage de mâts ou de fondations en Afrique du Sud, les composants majeurs — pales, nacelles, générateurs et convertisseurs — restent intégralement importés.

CONSTANTINE

460 millions DA pour l'entretien de routes nationales et chemins de wilaya

Une enveloppe financière estimée à 460 millions DA vient d'être mobilisée pour l'entretien de routes nationales RN et chemins de wilaya CW à ravers plusieurs régions de la wilaya de Constantine, a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya.
Selon les précisions fournies par la cellule de communication de la wilaya, 280 millions DA seront consacrés à la réhabilitation et l'entretien de plusieurs RN, alors que l'opération d'entretien de chemins de wilaya CW a bénéficié d'un investissement de 180 millions DA.
L'opération qui s'inscrit dans le cadre des efforts déployés localement visant la mise à niveau du maillon routier de la wilaya pour un cadre de vie meilleur, ciblera entre autres la RN 79 vers l'aéroport Mohamed-Boudiaf ainsi que les RN 10, 27 sur un linéaire global de plus de 40km, a indiqué la même source qui a fait état de la réalisation au titre de cette opération de deux ronds-points dans les communes de Hamma Bouziane et Zighoud Youcef.
L'opération concernera également la mise à niveau des chemins de wilaya dont le CW 09 dans la commune de Béni H'midène sur une distance de 2km, le CW10 dans la même collectivité locale sur 4km, ainsi que le CW 14 à la commune de Benbadis, selon les informations communiqués par la même source.

EL BAYADH/ FORMATION PROFESSIONNELLE

5000 nouvelles places pédagogiques pour la prochaine rentrée scolaire

Le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya d'El- Bayadh a réservé plus de 5.000 nouvelles places pédagogiques pour la prochaine rentrée de la session d'octobre 2025-2026, ont indiqué, dimanche, les responsables de la direction concernée.
Selon la même source, ces nouvelles places sont réparties sur les différentes spécialités et modes de formation proposées par le secteur, telles que la formation par apprentissage, la formation résidentielle, la formation qualifiante, la formation en cours du soir, la formation en milieu rural, ainsi que pour les bénéficiaires de l'allocation chômage et les femmes au foyer, entre autres.
Dans ce cadre, les inscriptions à cette session sont ouvertes du 27 juillet jusqu'au 27 septembre prochain via la plateforme numérique mise en place par le ministère de tutelle, a-t-on indiqué de même source. Cette plateforme permet aux jeunes de consulter les spécialités disponibles, les conditions d'accès et de s'inscrire en ligne, a-t-on noté.

BOUIRA

L'Observatoire national de la société civile organise une rencontre interactive avec les associations

L'Observatoire national de la société civile (ONSC) a organisé, dimanche à Bouira, une rencontre interactive avec les associations, mettant en avant la nécessité d'une mobilisation collective pour lutter contre les différents fléaux sociaux, notamment la drogue.

A cette occasion, la présidente de l'ONSC, Mme Ibtissem Hamlaoui, a souligné "l'impératif de conjuguer les efforts de la société civile, qui compte 140.000 associations à travers le pays, pour faire face au fléau de la drogue". Elle a rappelé que l'Observatoire constitue "l'un des piliers de la stratégie mise en place par l'Etat pour lutter contre la drogue", précisant qu'il accorde "une attention particulière au volet formation dont bénéficient les associations dans les différentes wilayas". Mme Hamlaoui a annoncé l'organisation, à partir du mois de septembre prochain, d'assises nationales au profit des comités de quartier, de village et des associations de parents d'élèves. Des sessions de formation seront également destinées aux associations dédiées à la culture et à la prise en charge des personnes à besoins spécifiques. Ces formations porteront sur la culture du signalement, l'accompagnement des personnes toxicomanes et le soutien aux jeunes après une période d'addiction, a-t-elle ajouté.
Elle a, par ailleurs, invité l'ensemble des acteurs de la société civile à s'inscrire sur la plateforme numérique de l'Observatoire afin de mentionner leurs préoccupations et de soumettre leurs propositions. La présidente de l'ONSC a aussi fait savoir que des délégués de wilaya seront désignés auprès de l'Observatoire à compter du mois de décembre prochain, dans le but de "faciliter la relation entre la société civile et les autorités locales, dans le cadre de la démocratie participative consacrée par la Constitution de 2020". Cette rencontre, à laquelle a pris part le wali de Bouira, Abdelkrim Laâmouri, a donné lieu à un débat ouvert avec les représentants de la société civile qui ont pu exprimer leurs préoccupations et soumettre des propositions en vue de promouvoir l'action associative dans la wilaya.

BATNA

Lancement d'une opération d'aménagement du périmètre extérieur du mausolée royal d'Imedghassen

Des travaux d'aménagement du périmètre extérieur du mausolée royal Numide d'Imedghassen, situé dans la commune de Boumia (30 km de Batna), ont été "récemment" lancés, a indiqué, dimanche, le directeur du musée de Timgad et des sites de Zana, de Tobna et d'Imedghassen, Chafik Bougherara
Le même responsable a précisé à l'APS que cette action," première du genre" aux abords du mausolée, est financée sur le budget de la wilaya pour une enveloppe d'environ 10 millions de dinars.
Les travaux d'aménagement, entrepris sur instruction du wali de Batna, Mohamed Benmalek lors d'une visite sur le site au début du mois d'août, portent sur l'alimentation du périmètre en énergie électrique et en eau, ainsi que sur la réhabilitation de la route qui permet d'y accéder et la mise en place de commodités nécessaires aux visiteurs.
M. Bougherara a ajouté que l'initiative vise à "mettre davantage en valeur ce monument archéologique remontant à la fin du IVe siècle et au début du IIIe siècle av. J.-C., et à améliorer les conditions d'accueil des touristes nationaux et étrangers ainsi que des chercheurs et les personnes intéressées par de tels vestiges historiques".
Le ministère de la Culture et des Arts s'emploie, à l'heure actuelle, à l'élaboration d'un dossier en vue du classement au patrimoine mondial de l'Unesco (Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture) de ce mausolée royal Numide, déjà classé en 1967 en tant que patrimoine national protégé.

BLIDA

Démantèlement d'un réseau criminel spécialisé dans le trafic de psychotropes

**Un réseau criminel spécialisé dans le trafic de substances psychotropes qui opérait dans la wilaya de Blida a été démantelé par les éléments de la Gendarmerie nationale, a-t-on appris dimanche, auprès de ce corps de sécurité.
"Dans le cadre de la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes et suite à l'exploitation d'informations avérées parvenues aux unités de la Gendarmerie nationale de Blida, faisant état de l'activité d'un réseau criminel spécialisé dans le commerce de psychotropes au niveau de la wilaya, il a été mis fin aux agissements d'un groupe composé de quatre individus, avec la saisie de plus de 4.500 comprimés psychotropes", selon la même source. L'opération a été menée avec l'appui des brigades cynophiles spécialisées dans la lutte contre les stupéfiants, en coordination avec le parquet territorialement compétent.
Cette intervention s'est soldée par l'arrestation de quatre personnes âgées entre 32 et 35 ans, en possession de 4.520 comprimés psychotropes. Un montant de 1,2 million de DA provenant de la vente de ces substances, a également été saisi, en plus de cinq (5) téléphones portables et un véhicule utilisé par le réseau pour ses déplacements.
La même source a précisé que les mis en cause seront déférés devant la justice pour les chefs d'inculpation de "détention, stockage et trafic de stupéfiants et de substances psychotropes, détention illégale de produits pharmaceutiques présentant un danger pour la santé publique, ainsi que commerce illicite de médicaments à propriétés psychotropes".**

SOUK AHRAS

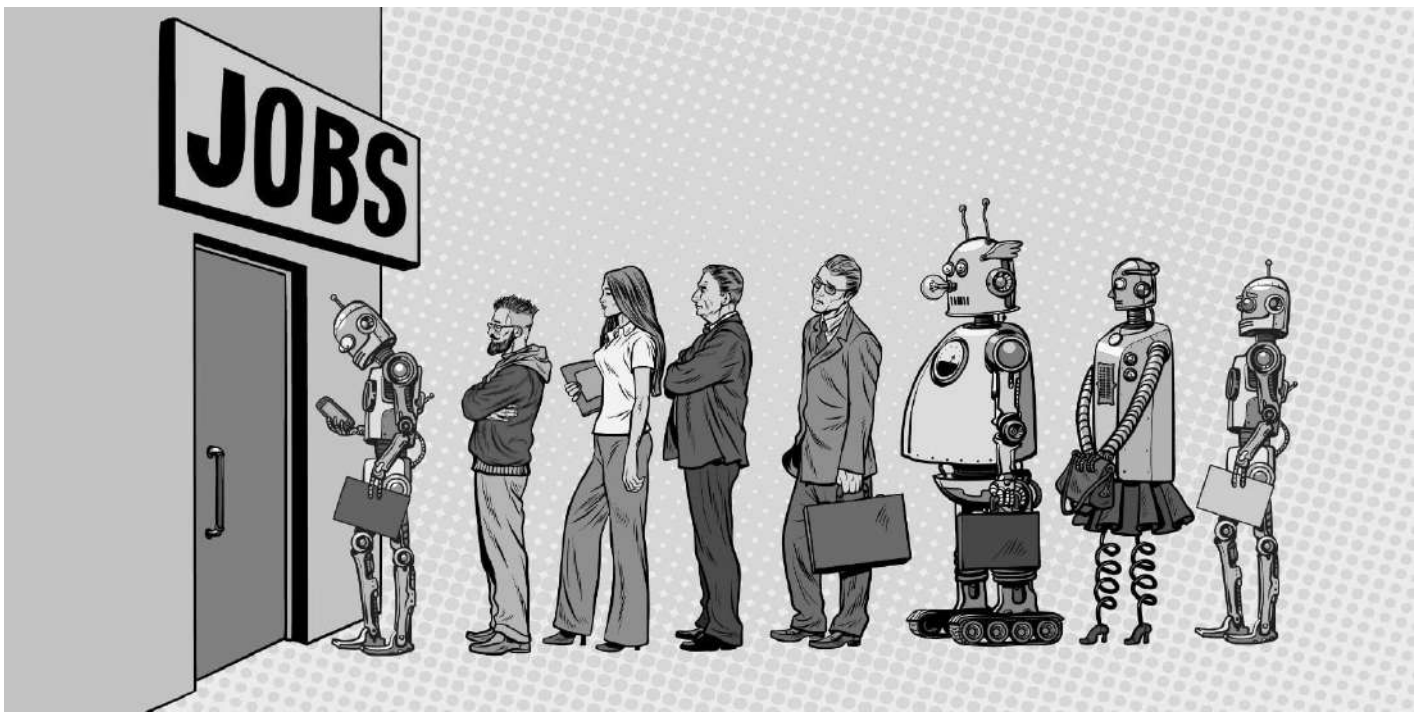
L'offre de formation professionnelle s'enrichit de deux nouvelles spécialités

L'offre de formation professionnelle à Souk Ahras s'est enrichie de deux nouvelles spécialités pour la session d'octobre 2025 destinées à mieux répondre aux besoins du marché du travail, a indiqué, dimanche, le directeur du secteur, Sebti Hessida.
Le même responsable a précisé qu'il s'agit, pour la première, d'une spécialité destinée aux femmes au foyer, se rapportant à la passementerie traditionnelle et qui sera enseignée au Centre de formation professionnelle et d'apprentissage (CFPA) de la commune de Bir Bouhouche, et, pour la seconde, à la boulangerie (différents types de pains) à laquelle les stagiaires de la catégorie des personnes aux besoins spécifiques seront formés au CFPA Zighoud-Youcef de Souk Ahras. M. Hessida a ajouté que le nombre total de postes de formation disponibles pour la session d'octobre est de 4.900, dont 2.585 postes en formation diplômante et 2.315 en formation sanctionnée par un certificat d'aptitude professionnelle et ce, dans le cadre des efforts du secteur pour renforcer l'offre de formation et accueillir le plus grand nombre possible de d'apprenants.
Le même responsable a noté que les 21 établissements du secteur de la formation et de l'enseignement professionnels offrent, en prévision de la prochaine rentrée dans cette wilaya, des formations dans 119 spécialités réparties sur 16 filières professionnelles.

L'IA, le travail et l'avenir de l'emploi

Depuis deux siècles, les révolutions technologiques promettent à la fois bouleversements et renouveau. Le métier à filer a brisé le système des guildes, les tracteurs ont déplacé les ouvriers agricoles mais en ont nourri des millions d'autres, et les ordinateurs ont vidé le travail de bureau tout en donnant naissance à des industries entières. Chaque vague d'innovation a suscité l'inquiétude d'un chômage massif, mais à chaque fois, de nouveaux secteurs ont absorbé les personnes déplacées.

Par John Sfakianakis (*)



L'intelligence artificielle est toutefois différente. Contrairement au métier à tisser ou au tracteur, l'IA menace non seulement le travail manuel, mais aussi le travail cognitif : rédiger des contrats, diagnostiquer des maladies, voire écrire des logiciels. La question qui se pose aux décideurs politiques en 2025 n'est plus de savoir si l'IA va remodeler les marchés du travail, mais plutôt de savoir où les humains trouveront encore un emploi lorsque les machines se chargeront de la réflexion.

Le rythme du changement est extraordinaire. Les débuts de ChatGPT en 2022 ont été suivis par Genie 3 de Google en 2024, un système qui permet aux robots de naviguer dans des environnements réels. Le GPT-5, sorti en 2025, a repoussé encore plus loin les limites du raisonnement. Il ne s'agit pas d'outils de niche. Il s'agit de technologies à usage général qui se diffusent à une vitesse qu'aucune révolution industrielle antérieure n'a jamais connue. Les projections varient, mais elles vont toutes dans le même sens : des dizaines de millions d'emplois perdus, des centaines de millions potentiellement automatisés dans le monde et des licenciements aux États-Unis déjà au plus haut depuis les années de la pandémie.

Des enquêtes suggèrent que près de la moitié des entreprises américaines prévoient de réduire leurs effectifs à cause de l'IA. L'Organisation internationale du travail estime que 14 % des emplois dans le monde sont fortement menacés par l'automatisation et que 32 % sont susceptibles de subir des transformations majeures. Goldman Sachs a chiffré le déplacement potentiel à 300 millions d'emplois dans le monde. Ce bouleversement n'est plus hypothétique - il est en cours.

L'histoire offre des précédents, mais pas nécessairement de réconfort. Les luddites qui détruisaient les machines textiles se sont avérés avoir tort et la révolution informatique a éliminé les ateliers de dactylographie mais a créé des industries entièrement nouvelles.

Pourtant, l'analogie d'aujourd'hui ne tient pas la route. Ces innovations antérieures ont déplacé le travail manuel ou de bureau tout en ouvrant de nouvelles frontières industrielles - l'acier, l'automobile, les technologies de l'information, etc. En revanche, l'IA automatise la cognition elle-même. Si les tracteurs ont permis aux ouvriers agricoles d'aller travailler dans les usines, où iront les avocats lorsque les contrats s'écriront d'eux-mêmes, ou les codeurs lorsque les logiciels répareront leur propre code ? Cette fois, même les classes professionnelles, longtemps considérées comme à l'abri de l'automatisation, sont menacées.

Les gouvernements se démènent. Singapour consacre des fonds à la reconversion professionnelle liée à l'IA. L'Union européenne pilote des "passeports de compétences" pour aider les travailleurs à passer d'un secteur à l'autre. Aux États-Unis, le revenu de base universel, autrefois considéré comme une idée marginale, est entré dans le débat général. Pourtant, ces efforts ressemblent à des rustines sur une rupture. McKinsey estime que l'IA pourrait ajouter 4 400 milliards de dollars de productivité annuelle à l'économie mondiale d'ici à 2040, mais ces gains ne seront pas répartis uniformément et ne compenseront pas les laissés-pour-compte. Si l'IA continue de progresser, elle ne déplacera pas seulement les employés de bureau et les assistants juridiques, mais aussi les radiologues, les analystes et même les enseignants, ébranlant ainsi les fondements de la classe moyenne.

Le contexte géopolitique ajoute à l'urgence. La formation de systèmes d'IA de pointe exige tellement de ressources que seuls quelques pays et entreprises peuvent rivaliser. La course s'est réduite aux géants américains et chinois. L'investissement privé mondial dans l'IA atteindra 67 milliards de dollars en 2024, les États-Unis en captant environ la moitié, tandis que la Chine s'est engagée à dépenser plus de 150 milliards de dollars dans l'IA d'ici à 2030.

Soixante-dix pour cent des étudiants diplômés dans des domaines liés à l'IA aux États-Unis sont nés à l'étranger, et c'est la Chine qui fournit les effectifs les plus importants. Les ressortissants chinois représentent environ 30 % des doctorats en IA aux États-Unis. Les immigrants chinois ont fondé huit des 48 plus importantes entreprises américaines spécialisées dans l'IA et la moitié de l'équipe de "superintelligence" de Meta est chinoise. Pourtant, Washington durcit la loterie H-1B et réprimande les universités d'élite pour leur recours aux talents étrangers - la "naissance de l'ère de l'ICE". Au moment même où l'Amérique a le plus besoin d'esprits internationaux, elle les exclut. L'ironie est flagrante : un pays terrifié à l'idée de perdre la course à l'IA face à la Chine met à l'écart les ingénieurs et entrepreneurs chinois qui alimentent son avance.

Aujourd'hui, la recherche exploratoire en matière d'IA n'est pas un champ ouvert, mais un domaine étroitement protégé, limité moins par l'argent que par la rareté des personnes capables de faire avancer les choses. La comparaison est moins avec la technologie grand public qu'avec les débuts de la physique nucléaire, lorsque les percées dépendaient d'une poignée d'esprits regroupés dans quelques laboratoires.

Pour les plus grandes entreprises technologiques, même si elles ont des milliards à dépenser, le nombre de chercheurs qui comptent vraiment n'est que de quelques centaines - et, parmi eux, il y en a peut-être quelques dizaines dont les idées influencent de manière disproportionnée l'orientation du domaine.

Mais l'incertitude centrale n'est pas seulement de savoir qui mène la course, c'est de savoir où elle se dirige. La littérature sur l'IA et la productivité reste incertaine, non seulement parce que les preuves sont rares, mais aussi parce que nous ne savons pas encore quelle direction prendra l'IA elle-même. Sera-t-elle la nouvelle électricité, saturant l'économie, ou un outil surestimé - brillant dans les flashs mais limité ? Jusqu'à ce que la trajectoire se clarifie, toute affirmation confiante quant à l'impact à long terme de l'IA relève plus de la spéculation que de la science.

Certains affirment que les humains se réorienteront vers des domaines où la confiance, l'empathie et la présence physique sont indispensables - les soins aux personnes âgées, l'hôtellerie, les services communautaires et l'artisanat, par exemple. D'autres placent leurs espoirs dans des industries entièrement nouvelles, comme la biologie synthétique ou l'exploration spatiale. Mais ces alternatives sont spéculatives et peu susceptibles d'absorber des dizaines de millions de professionnels déplacés à des salaires comparables.

L'Organisation de coopération et de développement économiques avertit que l'automatisation induite par l'IA risque de vider la classe moyenne de sa substance, en affectant de manière disproportionnée les emplois moyennement qualifiés qui soutiennent la stabilité sociale.

La possibilité la plus inquiétante est que les sociétés acceptent un chômage structurel permanent, en s'appuyant sur la redistribution plutôt que sur le travail. Cela soulève des questions d'identité et de dignité : les sociétés peuvent-elles rester unies lorsque le rôle social du travail diminue ? Et plus profondément : qu'advient-il de l'humanité lorsque l'acte même de penser - une tâche qui définissait autrefois notre espèce - est externalisé ? Il ne s'agit pas seulement d'un problème économique, mais d'une énigme civilisationnelle. Que feront les gens lorsque quelqu'un d'autre - ou quelque chose d'autre - pensera à leur place ?

Le malaise de l'opinion publique reflète cette incertitude. Selon une récente enquête de Pew, 62 % des Américains s'attendent à ce que l'IA ait un impact majeur sur l'emploi d'ici 20 ans, mais seulement 28 % d'entre eux pensent qu'elle améliorera les possibilités d'emploi. En d'autres termes, la plupart des gens voient venir les bouleversements, mais peu d'entre eux s'attendent à en bénéficier. Cette inquiétude n'est pas déplacée : elle reflète l'ampleur des changements déjà en cours.

Les décideurs politiques commencent à peine à s'en préoccuper. La redistribution par le biais d'un revenu de base ou d'un impôt négatif sur le revenu pourrait amortir le choc, mais il n'est pas certain que les contribuables soutiendront de tels programmes. La collaboration entre l'homme et l'intelligence artificielle, dans le cadre de laquelle les machines augmentent les capacités des travailleurs au lieu de les remplacer, peut ralentir l'érosion, mais ne l'arrête pas. La redéfinition du "travail" lui-même est encore plus radicale : il s'agit d'en étendre la reconnaissance aux soins, au bénévolat et aux activités créatives que l'IA ne peut pas reproduire entièrement. Mais cela exige une réorganisation de la valeur économique et du statut social que peu de gouvernements sont prêts à entreprendre.

Les enjeux ne pourraient être plus élevés. L'IA élimine déjà des emplois à un rythme sans précédent depuis la Grande Dépression. Les analogies historiques sont réconfortantes mais trompeuses : la machine à vapeur, l'électricité et les ordinateurs ont remodelé les économies mais ont préservé la primauté de l'homme dans les domaines cognitifs. Cette fois, les machines s'attaquent au bureau, et pas seulement à l'atelier.

Le bilan est inévitable. Les sociétés qui s'adaptent peuvent naviguer dans la transition en construisant des filets de sécurité, en investissant dans la complémentarité entre l'homme et l'intelligence artificielle et en développant de nouvelles industries. Celles qui échouent s'exposent à un chômage de masse et à des troubles politiques d'une ampleur inégalée de mémoire d'homme. La révolution de l'IA nous pose une question plus aiguë : non seulement quels emplois subsisteront, mais aussi si la dignité du travail elle-même peut survivre lorsque les machines nous surpassent.

Le défi n'est plus de suivre le rythme des machines, mais de décider du type de société que nous voulons lorsqu'elles prendront inévitablement de l'avance.

(*)Economiste en chef et responsable de la recherche économique au Gulf Research Center.

Source : Arab News, édité le 25/08/2025

SECTEUR DES ASSURANCES EN TUNISIE AU PREMIER SEMESTRE

Hausse des indemnisations et des primes d'assurances

Au terme du deuxième trimestre 2025, le secteur des assurances a réalisé une hausse de 11,4% du chiffre d'affaires, à 2248 MD.
Le rythme de croissance de l'activité Vie continue à être plus rapide que celui des affaires Non-Vie. Les primes d'assurance Vie et Capitalisation ont enregistré une amélioration de 21,1% (650,7 MD) contre 7,9% (1597,3 MD) pour celles Non-Vie.
Pour les primes Non-Vie, elles sont toujours dominées par le segment Automobile et sa part de marché de 38,3%, avec des primes de 861,5 MD. Il devance l'assurance Groupe Maladie (341,4 MD) et Incendie (181,6MD).
Au deuxième trimestre 2025, le nombre de sinistres déclarés dans la branche Automobile a légèrement augmenté de 6,2%, à 167 566 incidents , contre 1 601 pour le Transport.
En ce qui concerne les indemnisations payées, elles ont totalisé 1037,2 MD, en hausse de 11,4% en glissement annuel. L'essentiel est consommé par les assurés automobiles (215,9 MD), en hausse de 15,8% par rapport au deuxième trimestre de l'année 2024. Pour l'Incendie, les indemnisations ont augmenté de 20% à 36 MD.
La croissance a été observée dans les paiements aux souscripteurs des polices Vie et Capitalisation (28,7% à 235,1 MD).
Notons que les actifs placés en représentation des provisions techniques ont totalisé 10 711,1 MD, en hausse de 11,6% par rapport au deuxième trimestre 2024.

MAURITANIE

Toyota Tsusho sur un projet de dessalement d'eau alimenté au renouvelable

Dotée de ressources éoliennes et solaires de premier plan, la Mauritanie cherche à faire de ces atouts naturels des leviers de développement durable. La région de Dakhlet Nouadhibou concentre une partie de ces ambitions, entre sécurité hydrique et transition énergétique.

La signature la semaine dernière d'un protocole d'accord entre le ministère mauritanien de l'Hydraulique et Toyota Tsusho pour construire une usine de dessalement alimentée aux énergies renouvelables s'inscrit dans la trajectoire particulière de la ville Nouadhibou. Zone franche et hub industriel, cette dernière s'impose progressivement comme laboratoire de l'intégration entre eau, énergie et industrie.
Toyota Tsusho réalisera avant décembre 2025 l'étude de faisabilité pour ce projet d'une capacité de 50 000 m^3/jour, avant de soumettre une offre d'exécution et de financement avec le concours de bailleurs de fonds japonais et internationaux. Un projet qui reflète la volonté des autorités mauritaniennes de répondre à la demande croissante en eau potable tout en limitant les émissions de CO_2.
Au-delà de la ville, c'est l'ensemble de la région de Dakhlet Nouadhibou qui se positionne comme un pôle stratégique de transition énergétique. Elle abrite déjà un parc éolien opérationnel de 100 MW, qui contribue à la sécurisation de l'approvisionnement électrique. Elle accueille aussi quelques-uns des principaux projets d'hydrogène vert à l'étude dans le pays.
Ainsi, CWP Global avec le projet AMAN, Chariot Green Hydrogen et TotalEnergies H2 avec le projet Nour, évaluent tous des plans d'installations de grande envergure dans cette région riche en ressources éoliennes de classe mondiale et en ensoleillement élevé. L'usine de dessalement s'inscrit donc dans une dynamique qui relie eau et énergie. Elle permettra de sécuriser l'accès à l'eau potable pour une région en pleine croissance, mais aussi d'accompagner le développement industriel de la zone franche et des futures infrastructures énergétiques.
Cette intégration entre ressources renouvelables, besoins en eau et diversification économique reflète une tendance régionale, déjà visible au Maroc et en Égypte où le dessalement alimenté par les énergies propres gagne du terrain. Pour Toyota Tsusho et le Japon, l'accord signé en marge de la TICAD 9 (9e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique) illustre une volonté de renforcer leur empreinte en Afrique.

ARABIE SAOUDITE

Les entreprises familiales renforcent l'attrait du festival des dattes de Buraidah

Le pavillon des familles productives du carnaval annuel des dattes de Buraidah connaît une affluence exceptionnelle alors que le festival se poursuit au Centre culturel King Khalid jusqu'au 9 septembre, rapporte l'Agence de presse saoudienne (SPA). Des entrepreneurs locaux y présentent une large gamme de produits dérivés des dattes : mélasse, pâtisseries maamoul, café aromatisé aux dattes, ainsi que des objets artisanaux et des textiles patrimoniaux. Selon la SPA, cet espace dédié joue un rôle de passerelle commerciale essentielle pour les entreprises familiales, en renforçant leurs sources de revenus et en favorisant leur autonomie économique. Les visiteurs y trouvent des produits de grande qualité à des prix accessibles, dans un cadre valorisant le savoir-faire artisanal local. Le pavillon met en lumière un héritage de compétences transmis de génération en génération, tout en créant des opportunités concrètes pour que les femmes participent activement à l'économie régionale. Cette démarche s'inscrit pleinement dans les objectifs de la Vision 2030 de l'Arabie saoudite visant à autonomiser les femmes et soutenir le développement des petites et moyennes entreprises (PME). De plus en plus de familles et de touristes en quête de produits authentiques se dirigent vers ce pavillon, devenu un véritable pôle communautaire où se mêlent commerce, culture et divertissement, selon la SPA. L'initiative reflète l'approche globale du carnaval : diversifier la programmation pour toucher tous les publics et faire de la région une destination touristique et économique incontournable pendant la haute saison des dattes.

PARTENARIAT ARAMCO–BLACKROCK (ARABIE SAOUDITE)

Cap sur le développement gazier de Jafurah

Saudi Aramco a conclu un accord de cession-bail d'une valeur de 11 milliards de dollars avec un consortium dirigé par Global Infrastructure Partners, affilié à BlackRock, portant sur des actifs intermédiaires liés au développement gazier de Jafurah.
Dans le cadre de cet accord, la société nouvellement créée Jafurah Midstream Gas Co. (JMGC) obtiendra les droits de développement et d'exploitation de la Jafurah Field Gas Plant et de l'installation de fractionnement Riyas NGL, avant de les relouer à Aramco pour une période de 20 ans, selon un communiqué de presse.
La société percevra un tarif de la part d'Aramco, qui conserve l'exclusivité de la réception, du traitement et de la valorisation du gaz brut issu du champ.
Cette transaction représente l'un des plus importants investissements directs étrangers dans le secteur énergétique du Royaume et s'inscrit dans la continuité du partenariat stratégique entre Aramco et BlackRock. En 2022, BlackRock avait déjà co-dirigé un consortium d'investisseurs pour une participation minoritaire dans Aramco Gas Pipelines Co.
Dans un communiqué, Amin H. Nasser, président-directeur général d'Aramco, a déclaré : « Jafurah constitue une pierre angulaire de notre ambitieux programme d'expansion gazière, et la participation du consortium mené par GIP en tant qu'investisseur dans un actif clé de nos opérations gazières non conventionnelles démontre la solidité de notre projet. »

CANAL DE SUEZ (EGYPTE)

Une remontée des chiffres progressive, mais toujours fragile

Après une année 2024 marquée par un effondrement de ses revenus, le canal de Suez retrouve peu à peu son rôle stratégique dans le commerce maritime mondial. Selon des observateurs, ses recettes pourraient doubler d'ici les 5 prochaines années.
Le Centre des médias du Cabinet égyptien (CMC) a confirmé ce lundi un redressement en cours des activités du canal de Suez, porté par des mesures incitatives ciblées et des signes de stabilisation de la situation en Mer Rouge.
Selon un rapport cité par l'entité, le Fonds monétaire international (FMI) table sur une augmentation de 88,9% des revenus du canal sur une période de cinq ans, passant de 6,3 milliards USD attendus en 2025/2026 à 11,9 milliards USD en 2029/2030, avec des revenus intermédiaires estimés à 8,2 milliards en 2026/2027, 9,9 milliards en 2027/2028 et 11,5 milliards en 2028/2029.
En 2024 et sur une partie de l'année 2025, le conflit israélo-palestinien suivi d'attaques houthies pro-Palestine en Mer Rouge, a occasionné une chute du trafic à travers le canal. En mars dernier, le président Abdel-Fattah El-Sissi chiffrait les pertes mensuelles à 800 millions USD, alors que les revenus de l'infrastructure ont plongé de 60% sur l'ensemble de 2024, entraînant un manque à gagner de 7 milliards USD. Au premier trimestre 2025, le président de la SCA Osama Rabie a parlé d'une baisse de 50% du nombre de navires transitant par le canal. De nombreuses compagnies avaient alors opté pour un détour par le Cap de Bonne-Espérance, malgré des implications coûteuses comme l'allongement des délais de fret, la hausse des coûts logistiques et une pression sur les prix à la consommation. Une remontée de la pente semble désormais amorcée. Depuis mai, dans un contexte qualifié « d'apaisement relatif » certains grands armateurs ont repris le transit par la mer Rouge, selon une note de Lloyd's List. Active dans cette relance, l'Autorité du canal de Suez accentue ses efforts diplomatiques et commerciaux pour rétablir la confiance. La reprise est également appuyée par la poursuite des travaux d'extension visant à augmenter la capacité d'accueil de l'infrastructure et réduire les temps d'attente. Un levier stratégique pour une route qui reste, à long terme, la plus courte et la plus compétitive entre l'Asie et l'Europe.

KENYA

Nairobi obtient une facilité de crédit «samouraï» de 169 millions $ du Japon

Nairobi se tourne désormais vers les emprunts libellés en yen japonais et en yuan chinois pour diversifier ses sources de financement et réduire le coût de sa dette, dans un contexte marqué par la volatilité des marchés internationaux et la hausse des taux d'intérêt américains.

Le Japon accordera au Kenya une facilité de crédit « samouraï » de 25 milliards de yens (169,42 millions de dollars), qui servira à développer l'industrie automobile et à améliorer l'approvisionnement en électricité dans ce pays d'Afrique de l'Est, a annoncé le Premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Kenya, Musalia Mudavadi (photo), le jeudi 21 août.

« Cette facilité renforcera notre industrie locale d'assemblage de véhicules et de fabrication de pièces de rechange, et permettra de remédier aux pertes liées au transport et à la distribution d'électricité, qui représentent actuellement environ 23 % de notre production nationale », a déclaré M. Mudavadi dans un message publié sur X.

« Les fonds permettront d'accélérer la croissance industrielle, de créer des emplois de qualité et de stimuler l'innovation dans le secteur automobile, notamment dans la fabrication de véhicules électriques. Ils serviront également à améliorer l'efficacité énergétique afin de réduire le coût de l'électricité et de renforcer la stabilité budgétaire, libérant ainsi davantage de ressources pour notre programme de développement national », a-t-il ajouté.

L'accord relatif à ce financement libellé en yen japonais a été signé par le ministre kényan des Affaires étrangères et le PDG de l'Agence publique japonaise de crédit à l'exportation (Nippon Export and Investment Insurance/NEXI), Atsuo Kuroda, lors de la 9e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD-9), à laquelle participe le président kényan William Ruto.

Le Kenya cherche à diversifier ses sources de financement dans un contexte marqué par la volatilité des marchés internationaux et la hausse des taux d'intérêt américains.

« L'accord de prêt reflète la stratégie audacieuse et tournée vers l'avenir du Kenya visant à diversifier ses sources de financement, à ouvrir de nouvelles perspectives pour sa population et à renforcer ses liens avec le Japon, partenaire de confiance dans la transformation de l'Afrique », a indiqué M. Mudavadi.

« Le coût de notre dette est très, très élevé », a-t-il déclaré lors d'une table ronde, soulignant que le pays explore actuellement les obligations liées au développement durable assorties de garanties, les obligations « Samouraï » libellées en yen japonais, les obligations « Panda » libellées en yuan chinois et les échanges de dette (swaps) pour alléger le coût de la dette.

BURKINA FASO

La SOFITEX se lance dans la culture de coton

Au Burkina Faso, le coton reste le principal produit agricole d'exportation. Alors que la filière est en déclin depuis quelques années, de nouveaux projets agricoles voient le jour pour sécuriser les approvisionnements et accompagner les ambitions gouvernementales de relance de la production.

Au Burkina Faso, la Société burkinabè des fibres textiles (SOFITEX), acteur historique de la transformation du coton, a décidé de s'impliquer directement dans la culture du coton. Dans un communiqué publié le 24 août sur sa page Facebook, l'entreprise a indiqué avoir acquis un domaine d'environ 1000 hectares dans la vallée de Samandéni, située dans l'ouest du pays, pour s'y lancer.

Traditionnellement, les trois principales sociétés cotonnières du Burkina Faso, dont la SOFITEX, la SOCOMA et FASOCOTON, n'ont pas pour mission de produire le coton. Leur rôle se concentre sur cinq axes prioritaires, notamment l'approvisionnement des producteurs en intrants, l'appui technique, l'achat et la collecte du coton, l'égrenage ainsi que la valorisation des sous-produits issus du coton. La production est généralement assurée par de petits exploitants regroupés en groupements de producteurs de coton (GPC).

Si la décision de la SOFITEX de cultiver le coton sort donc de sa fonction habituelle, elle traduit cependant une volonté de sécuriser une partie des approvisionnements en fibre. Cette nouvelle orientation intervient alors que la filière burkinabè peine depuis quelques années à rehausser le niveau de sa production.

En 2024/2025, le Burkina Faso a récolté 292 660 tonnes de coton graine, en baisse de 24 % par rapport à la campagne précédente (386 794 tonnes), et signant par la même occasion une troisième saison de baisse consécutive depuis 2021/2022.

POUR STIMULER LES INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS

Tanzanie lance cinq zones économiques spéciales

L'objectif des zones, qui offrent plusieurs avantages fiscaux et fonciers, est d'attirer des investisseurs locaux et étrangers dans des secteurs prioritaires comme le textile-habillement, l'industrie pharmaceutique et la transformation des produits agricoles.

L'Autorité tanzanienne de l'investissement et des zones économiques spéciales (TISEZA) a inauguré, le mardi 12 août, cinq zones économiques spéciales (ZES) situées à la périphérie de la capitale Dar es Salaam pour attirer davantage d'investissements dans le secteur de l'industrie.

Il s'agit des zones économiques spéciales de Buzwagi (1333 hectares), Nala (607 hectares), Bagamoyo (151 hectares), Kwala (40,5 hectares) et Benjamin William Mkapa (une extension couvrant 13 000 m2).

A travers ces zones connectées au réseau ferroviaire à écartement standard (SGR) et aux principaux ports du pays, la TISEZA ambitionne d'attirer des investisseurs locaux et étrangers dans des secteurs prioritaires tels que le textile-habillement, l'industrie pharmaceutique, l'assemblage automobile, la transformation des produits agricoles, l'électronique et les solutions d'énergies renouvelables.

S'exprimant lors de la cérémonie d'inauguration des nouvelles zones économiques spéciales, le ministre tanzanien de la Planification et de l'investissement, Kitila Mkumbo (photo), a souligné que les réformes engagées par le gouvernement dans le domaine de l'investissement visent à supprimer les obstacles bureaucratiques et à garantir que les investisseurs, tant locaux qu'internationaux, bénéficient d'un traitement équitable.

« Il ne suffit pas d'attirer les investisseurs. Nous devons nous assurer qu'ils peuvent opérer et se développer de manière rentable. Notre priorité est d'aligner les projets d'investissement sur les objectifs économiques nationaux et d'offrir des incitations fiscales et non fiscales pour les soutenir », a-t-il déclaré, notant que les investissements prévus dans les ZES contribueront à créer des emplois et à augmenter les exportations.

De son côté, le directeur général de la TISEZA, Gilead Teri, a expliqué que les ZES reflètent l'objectif des autorités de faire de la Tanzanie le pays où il est le plus facile d'implanter une activité manufacturière en Afrique.

« Tout Tanzanien qui souhaite créer une usine dans nos zones recevra gratuitement un terrain, à condition que l'usine soit achevée dans un délai d'un an. Nous avons également préapprouvé plus de 200 plans de construction d'usines, ce qui permet aux investisseurs d'obtenir des permis de bâtir et de lancer les travaux de construction dans les 24 heures », a-t-il expliqué, indiquant que l'Autorité tanzanienne de l'investissement et des zones économiques spéciales prévoit de déployer des représentants au niveau des principaux postes-frontières, d'ici fin 2025 afin d'aider les exportateurs à accéder aux marchés régionaux et mondiaux.

GUINÉE ÉQUATORIALE

12,4 millions $ de la BDEAC pour renforcer l'offre hôtelière de Grupo Molsa

Traditionnellement axée sur les hydrocarbures, l'économie de la Guinée équatoriale s'oriente vers la diversification. Dans cette transition, le tourisme et l'hôtellerie d'affaires sont identifiés comme des secteurs clés à développer.

La Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale (BDEAC) a signé le lundi 18 août 2025, un accord de financement de 7 milliards FCFA (environ 12,4 millions de dollars) avec Grupo Molsa, une holding d'investissement privée de Guinée équatoriale. Ce financement est destiné à la construction d'un hôtel 4 étoiles à Malabo, la capitale du pays.

« La réalisation de ce projet stratégique contribuera significativement au renforcement du secteur touristique en Guinée équatoriale, en améliorant l'offre d'hébergement de qualité et en stimulant l'attractivité de la destination », indique la BDEAC dans un communiqué .

Et d'ajouter : « il générera 100 emplois permanents durant la phase d'exploitation, de nombreux emplois temporaires pendant la phase de construction, une dynamisation de l'économie locale, à travers les chaînes de valeur liées au tourisme, une augmentation des recettes fiscales et une valorisation du patrimoine immobilier ».

Le nouvel établissement comprendra 102 chambres et proposera des services complets de restauration, d'accueil et de loisirs, conformément aux standards internationaux.

Ce financement marque une nouvelle étape dans la stratégie de diversification économique menée par la Guinée équatoriale, dont l'économie demeure fortement dépendante des hydrocarbures.

Selon la Banque africaine de développement (BAD), ce secteur représente 42 % du PIB, 95 % des exportations et 90 % des recettes publiques. En revanche, le tourisme reste peu développé, sa contribution au PIB s'étant limitée à 0,96 % en 2023.

Notons que ces ressources renforcent la contribution de la BDEAC au financement des projets dans le pays. Au 30 juin 2025, l'institution indique avoir investi un total de 406,2 milliards FCFA dans l'économie équato-guinéenne « répartis entre le secteur privé (88,144 milliards FCFA) et le secteur public (318,060 milliards FCFA) », permettant de soutenir la réalisation de 29 projets structurants favorisant le développement national.

ELLES ONT AFFICHÉ UNE NETTE PROGRESSION

La Bourse asiatique portée par l'envolée chinoise

Les marchés asiatiques ont affiché une nette progression lundi, emmenés par les actions chinoises, alors que les investisseurs saluent prudemment la perspective d'une reprise prochaine des baisses de taux d'intérêt aux États-Unis. Tous les regards se tournent désormais vers les résultats très attendus de Nvidia cette semaine, qui devront justifier les valorisations vertigineuses du secteur de l'intelligence artificielle.

Le président de la Réserve fédérale, Jerome Powell, a récemment adopté une position plus conciliante, poussant les marchés à anticiper à 84 % la probabilité d'une baisse de taux d'un quart de point en septembre, et au moins 100 points de base d'assouplissement d'ici la mi-2025, ramenant ainsi le taux directeur entre 3,25 % et 3,5 %.
Ce revirement a entraîné une baisse des rendements obligataires américains et du dollar, améliorant ainsi les perspectives de résultats pour les entreprises. Cependant, il suggère également que les décideurs voient désormais un risque accru de ralentissement de l'emploi et de l'économie.
« Cette annonce renforce notre conviction que la Fed assouplira sa politique en réponse à la baisse de la demande de main-d'oeuvre, et que le risque d'un ralentissement marqué de la croissance mondiale ce trimestre penche désormais à la hausse », analyse Bruce Kasman, responsable mondial de la recherche économique chez JPMorgan.
L'euphorie des marchés sera également mise à l'épreuve vendredi avec la publication de l'indice des prix à la consommation des ménages américains, qui devrait révéler une hausse de l'inflation sous-jacente à son plus haut niveau depuis fin 2023, à 2,9 %.
« Ce rapport devrait confirmer qu'une reprise de l'inflation des services, combinée aux pressions tarifaires, pousse l'inflation sous-jacente vers un rythme annualisé de 4 % », avertit Kasman.
Un éventuel dérapage de l'inflation mettrait également à mal le rebond des obligations à long terme, d'autant que 183 milliards de dollars de nouvelle dette seront émis cette semaine.
Les rendements des obligations américaines à 10 ans se maintenaient à 4,268 %, après avoir chuté de 7 points de base vendredi.
Le très influent président de la Fed de New York, John Williams, doit s'exprimer plus tard dans la journée de lundi ; les marchés attendent de savoir s'il partage l'analyse de Powell sur la politique monétaire.
Pour l'heure, les investisseurs suivent la dynamique de Wall Street : le Nikkei japonais a progressé de 0,4 %, la Bourse sud-coréenne de 1,1 % et l'indice australien de 0,2 %.
L'indice élargi MSCI Asie-Pacifique hors Japon a gagné 1,5 %. Les valeurs phares chinoises poursuivent leur remontée spectaculaire avec une hausse de 1,4 %, portant l'indice à son plus haut niveau depuis mi-2022.
L'indice chinois a grimpé de près de 10 % depuis le début du mois, porté par un afflux de liquidités, malgré une demande intérieure toujours atone et un pouvoir de fixation des prix des entreprises quasi inexistant.

Tous les yeux sur Nvidia

Les autres marchés se montraient plus prudents : les contrats à terme sur l'EUROSTOXX 50 et le DAX reculaient de 0,3 %. Les contrats à terme sur le S&P 500 et le Nasdaq cédaient 0,1 % après leur progression de vendredi.
Tous les regards convergent vers les résultats de Nvidia attendus mercredi, avec des prévisions tablant sur une hausse de 48 % du bénéfice par action et un chiffre d'affaires de 45,9 milliards de dollars pour son deuxième trimestre fiscal.
Les options laissent entendre que l'action pourrait varier de près de 6 % dans un sens ou dans l'autre selon la publication, avec un impact potentiel sur l'ensemble du marché en raison de la valorisation colossale du groupe, estimée à 4 000 milliards de dollars. Les analystes attendent également des précisions sur les perspectives d'exportations vers la Chine et sur les modalités de l'accord conclu avec le président Donald Trump, qui prévoit le versement de 15 % du chiffre d'affaires des ventes de certains semi-conducteurs avancés à l'État américain.
Donald Trump a par ailleurs annoncé vendredi que les États-Unis allaient acquérir 9,9 % du capital d'Intel pour 8,9 milliards de dollars, soit 20,47 dollars par action, ce qui représente une décote d'environ 4 dollars par rapport au dernier cours de clôture d'Intel à 24,80 dollars.
Sur le marché des changes, le dollar s'est stabilisé à 147,36 yens après avoir chuté de 1 % vendredi depuis un sommet à 148,77.
L'euro s'échangeait à 1,1703 dollar, après avoir rebondi d'un plus bas à 1,1583 vendredi.
La Banque centrale européenne devrait maintenir ses taux inchangés lors de sa réunion de septembre, même si, selon des sources citées par Reuters, les discussions sur de nouvelles baisses pourraient reprendre à l'automne en cas de dégradation de la conjoncture.
Les marchés des matières premières ont été soutenus par le repli du dollar, l'or atteignant 3 365 dollars l'once après un bond de 1 % en fin de semaine dernière. [GOL/]
Les prix du pétrole bénéficient du manque d'avancées dans les négociations entre la Russie et l'Ukraine, maintenant la pression sur les approvisionnements russes sous sanctions. [O/R]
Le Brent progressait légèrement à 67,77 dollars le baril, tandis que le brut américain gagnait 0,1 % à 63,78 dollars le baril.

BOURSE ZURICH

Le SMI digère le discours de Powell à Jackson Hole

La Bourse suisse, à l'instar des autres places européennes, digérait lundi matin la possibilité d'une baisse des taux directeurs par la Réserve fédérale américaine (Fed), évoquée par son président Jerome Powell. Les analystes appelaient cependant à la prudence.
Une dégradation "rapide" du marché du travail américain n'est pas à exclure et pourrait "justifier" une détente de la politique monétaire, et donc des taux directeurs, a prévenu vendredi le patron de la Fed au colloque des banquiers centraux à Jackson Hole aux Etats-Unis.
Le dirigeant de la Fed, que le président américain Donald Trump presse de baisser les taux, "a reconnu les risques d'une inflation tenace, mais insisté sur la fragilité du marché du travail, ouvrant la porte à une baisse des taux dès septembre", a souligné John Plassard, responsable de la stratégie de placement à Cité Gestion. La majorité des intervenants table sur une réduction de 25 points de base.
"Les signaux accommodants de Jackson Hole ont rassuré les marchés, mais le risque d'une erreur de politique monétaire demeure (...). Les prochaines semaines seront décisives pour valider ou non le pivot de la Fed", a averti M. Plassard dans un commentaire.
Frank Sohlleder, analyste d'ActivTrades, a quant à lui évoqué des prises de bénéfices sur les marchés. Les investisseurs "ne semblent pas encore prêts à prendre pleinement des risques, en dépit des nouvelles impulsions", a-t-il ajouté dans une note.
Vers 10h37, l'indice vedette SMI se délestait de 0,29% à 12'228,59 points, après avoir ouvert en baisse de 0,31%. La SLI abandonnait 0,26% à 2020,56 points et le SPI perdait 0,23% à 17'002,55 points.
La majorité des valeurs vedettes restait dans le rouge, les plus fortes baisses étant enregistrées par Swiss Re (-0,9%), Kühne+Nagel (-0,7%) et ABB (-0,7%), sans information concrète.
A l'opposée figurait toujours Lindt (+0,6%), suivi par Lonza (+0,5%) et Alcon (+0,4%). Les analystes de Vontobel ont abaissé l'objectif de cours du spécialiste des produits ophtalmologiques, mais ont confirmé leur recommandation à "hold".
Sur le marché élargi, HLEE (+37,1%) poursuivait son envolée, porté par la perspective d'une augmentation de capital de 300 millions de francs suisses et l'arrivée d'un nouvel actionnaire majoritaire.
Epic (+0,7%), Warteck (+0,5%) et Metall Zug (-3,6%) ont dévoilé leurs performances semestrielles.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 25 Août 2025
Valeur : 27 Août 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	129.6356	129.6506
1	EUR	EURO	151.6348	151.6782
1	GBP	POUND STERLING	175.0177	175.1089
100	JPY	JAPANESE YEN	87.9840	88.0001
1	CNY	CHINESE YUAN	18.1271	18.1302
1	CHF	SWISS FRANC	161.4994	161.5987
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	93.6876	93.7120
1	DKK	DANISH KRONE	20.3159	20.3195
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.6052	13.6088
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.8337	12.8378
1	AED	UAE DIRHAM	35.2932	35.3021
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.5501	34.5560
1	KWD	KUWAITI DINAR	424.4781	424.6662
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.9311	44.3726
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.3204	14.3221
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.8318	23.9539
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2467	3.2567
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	176.7779	176.7779

AVANT DES INDICATEURS ÉCONOMIQUES AMÉRICAINS

La Bourse de Paris en repli

La Bourse de Paris est en baisse lundi, prudente avant la publication de plusieurs indicateurs économiques aux Etats-Unis susceptibles de conforter les attentes du marché quant à des prochaines baisses des taux de la banque centrale américaine.
L'indice vedette CAC 40 reculait de 45,89 points (-0,58%) vers 09H45 (heure locale), à 7.923,80 points. Vendredi, il a avancé de 31,40 points (+0,40%), pour s'établir à 7.969,69 points à la clôture.
"Dans l'ensemble, le début de la semaine boursière s'annonce pauvre en actualités", commente Andreas Lipkow, analyste indépendant.
Les investisseurs se concentreront particulièrement sur la publication mercredi de la croissance des Etats-Unis puis vendredi sur l'indice "PCE" - un indicateur économique mesurant l'inflation américaine - pour le mois de juillet.
Ces publications "seront le premier test de la nouvelle orientation de la Fed", souligne Ipek Ozkardeskaya, analyste chez Swissquote Bank.
Vendredi, le discours du président de la Fed, Jerome Powell, a laissé la porte ouverte à des baisses des taux, un assouplissement monétaire attendu depuis de nombreux mois ce qui a suscité l'optimisme des investisseurs.
"Côté entreprises, le grand rendez-vous sera les résultats de Nvidia mercredi, après le plus fort repli de cinq jours des valeurs technologiques depuis avril", poursuivent les économistes de la banque allemande.
"Depuis 2022, son action a flambé de 1.400%, propulsant sa valorisation au-delà de 4.000 milliards de dollars, et l'action représente désormais une pondération de 8% dans l'indice S&P 500. D'une manière ou d'une autre, cette publication décidera si les indices s'envolent ou chutent", a souligné Stephen Innes, gérant de Spi AM.
L'action du laboratoire franco-autrichien Valneva dévissait de 23,96% à 3,84 euros après que les autorités sanitaires américaines ont suspendu l'autorisation de son vaccin anti-chikungunya.
"Cette suspension entre en vigueur immédiatement et implique une interruption de l'envoi et de la vente d'Ixchiq", nom commercial du vaccin, "aux États-Unis", a détaillé Valneva dans un communiqué.

MALGRÉ LA PROLIFÉRATION DES ÉNERGIES RENOUVELABLES EN INDE

Une grande partie de l'électricité consommée et fossile

Avec cinq ans d'avance sur le calendrier prévu, l'Inde a atteint la barre des 50% de capacité de production électrique fournie par les énergies renouvelables. Mais la consommation, elle, repose encore en grande partie sur les centrales à charbon.

L'Inde a annoncé ces derniers jours que 50% de sa capacité de production d'électricité était désormais d'origine renouvelable, avec cinq ans d'avance sur le calendrier fixé par le traité de Paris. Ce succès a été salué par le gouvernement mais, selon les ONG de défense de l'environnement, le chemin vers la neutralité carbone du troisième pollueur de la planète est encore long.

D'après le ministre des Énergies renouvelables, Pralhad Joshi, 242,8 des 484,8 gigawatts (GW) de capacité de production électrique dont dispose le pays sont fournis par des énergies non-fossiles. Ces capacités dites "installées" provenaient fin juin de l'énergie solaire (116 GW), devant l'hydroélectrique (54 GW), l'éolien (52 GW), les bioénergies (12 GW) et le nucléaire (9 GW), selon le ministère. "C'est un pas de géant vers une Inde plus verte et plus propre", s'est enthousiasmé Pralhad Joshi.

Plus grande ferme solaire au monde

L'Inde, dont la capacité de production en énergies renouvelables a triplé ces dix dernières années, a en outre franchi cette barre cinq ans avant l'échéance fixée en 2015 à Paris. "En matière de capacité de production en énergie solaire, l'Inde a dépassé l'Allemagne et le Japon et occupe la troisième place mondiale" derrière la Chine et les États-Unis, souligne le ministère.

Le géant du sous-continent n'entend pas s'arrêter là. Il veut passer le cap des 500 GW de capacité de production en énergies renouvelables à l'échéance 2030. La plus grande "ferme" solaire au monde, d'une capacité de 30 GW, doit entrer en service à pleine puissance d'ici à 2029 dans le désert indien du Gujarat. L'annonce du gouvernement est "significative", reconnaît Avantika Goswami, du Centre pour la science et l'environnement (CSE) de New Delhi, d'autant plus que l'Inde "a des besoins en énergie croissants". Mais, ajoute-t-elle aussitôt, il ne faut pas confondre capacité de production et production. Les chiffres officiels le confirment : 73% de l'électricité consommée en Inde reste générée par de très polluantes centrales à charbon. Seuls 13% sont issus de panneaux solaires ou d'éoliennes.

"La production actuelle issue d'énergies renouvelables reste très faible", résume Avantika Goswami, pour qui il s'agit du "principal défi de l'Inde".

"LES ETATS UNIS N'ONT RIEN À PAYER"

Donald Trump annonce prendre 10% du capital d'intel

L'Etat fédéral américain va entrer au capital de l'entreprise Intel, spécialisée dans les semi-conducteurs et les processeurs, à hauteur de 10%, ce qui représenterait un investissement de plus de 11 milliards de dollars, contrairement à ce qu'affirme Donald Trump. Donald Trump a annoncé ce vendredi 22 août l'entrée de l'Etat fédéral américain au capital de l'entreprise de semi-conducteurs et processeurs Intel, à hauteur de 10%, affirmant que cela n'avait "rien coûté".

"C'est un grand honneur pour moi d'annoncer que les Etats-Unis possèdent désormais pleinement 10% du capital d'Intel, une grande entreprise américaine avec désormais un futur encore plus incroyable", a écrit le président américain sur sa plateforme Truth Social.

"J'ai négocié cet accord avec Lip-Bu Tan (le directeur général du groupe, NDLR). Les Etats-Unis n'ont rien payé pour ces parts qui sont désormais valorisées environ onze milliards de dollars. C'est un grand accord pour les Etats-Unis et pour Intel", s'est-il félicité.

Un investissement estimé à 11 milliards de dollars

Donald Trump avait affirmé un peu plus tôt dans la journée, dans le Bureau ovale, qu'Intel avait accepté la proposition de son gouvernement, ajoutant qu'il pensait "que c'est un très bon accord pour eux".

Dans un communiqué, Intel a précisé que l'investissement de l'Etat américain s'élevait à 8,9 milliards de dollars, dont une partie correspondant aux subventions qui n'avaient pas été encore versées, auxquels s'ajoutent les 2,2 milliards de subventions déjà versées, soit au total un investissement d'un peu plus de 11 milliards de dollars.

PÉROU

Fermeture de 88 ports en raison de fortes vagues

Le Pérou a fermé dimanche 88 de ses 122 ports en raison de fortes vagues causées par des vents violents associés à l'anticyclone du Pacifique Sud, qui ont fait un mort, ont indiqué les autorités maritimes. Cette mesure de prévention comprend la suspension de toutes les activités de pêche et de plaisance. Un homme de la Marine péruvienne a trouvé la mort en tombant à la mer depuis un patrouilleur à Puerto Pimentel, à 780 km au nord de Lima, a annoncé la Marine. "Le marin est tombé du bateau et son corps sans vie a été retrouvé à environ un kilomètre au large des côtes", a-t-elle précisé dans un communiqué. Le nombre de fermetures de ports pourrait augmenter en fonction de l'ampleur du phénomène, qui devrait durer jusqu'au milieu de la semaine prochaine, ont averti les autorités maritimes. Au total, "88 des 122 ports sont fermés, ce qui montre que l'impact des vagues sur les côtes péruviennes est considérable", a déclaré le capitaine de frégate Enrique Varea, de la direction hydrographique et de navigation de la Marine, sur Channel N. Selon l'autorité navale, "les vagues sont de forte intensité" dimanche "et diminueront à modérée" dans les jours suivants. Le phénomène a également provoqué une baisse des températures et des tempêtes de sable à Pisco et Paracas, sur la côte centrale du Pérou, où les vents ont atteint jusqu'à 63 km/h, a rapporté dimanche le Service national de météorologie. L'anticyclone du Pacifique Sud est un alizé fort et persistant, originaire du large des côtes du Pérou et du nord du Chili, qui crée une pression atmosphérique élevée due à une masse d'air froid, stable et sec, a expliqué le Service de météorologie. Fin 2024 et en janvier 2025, des parties des côtes du Pérou et du Chili avaient été touchées par de très fortes vagues.

ECONOMIE EUROPÉENNE

Pourquoi la zone euro a-t-elle besoin d'un euro numérique ?

L'euro numérique préserve le rôle de l'argent liquide à l'ère numérique, en garantissant des paiements sûrs et inclusifs et en protégeant la souveraineté monétaire de la zone euro. Même s'il ne rivalisera pas avec le dollar au niveau mondial, il pourrait renforcer l'autonomie financière de l'Europe.

L'argent liquide n'est pas encore en voie de disparition, mais il perd rapidement du terrain. Dans la zone euro, de plus en plus de personnes paient avec des cartes, des smartphones et des applications, tandis que l'argent physique joue un rôle de moins en moins important dans la vie quotidienne.

Pour la Banque centrale européenne (BCE), ce changement numérique pose une question sérieuse : comment préserver le rôle de l'argent public dans un monde qui devient sans espèces ? Leur réponse : l'euro numérique, une monnaie numérique de la banque centrale conçue pour fonctionner comme de l'argent liquide, mais sous forme numérique.

"La principale raison d'émettre un euro numérique est de préserver les avantages de l'argent liquide à l'ère numérique", a déclaré Piero Cipollone, membre du directoire de la BCE, dans un discours prononcé en juillet. "Pour ce faire, nous devons compléter les espèces physiques par une forme numérique d'espèces."

L'argent liquide est simple, privé et universellement accepté. Vous n'avez pas besoin d'un compte bancaire, il n'y a pas de frais cachés et l'historique de vos paiements vous appartient, et non à votre banque, à une entreprise technologique ou à un détaillant.

En revanche, la plupart des paiements numériques actuels impliquent des entreprises privées. Les cartes sont faciles à utiliser, mais elles font partie d'un système commercial. Chaque fois que vous payez, la transaction passe par des réseaux privés qui tracent vos données, facturent des frais aux commerçants et peuvent exclure les personnes qui n'ont pas de compte bancaire ou qui sont moins à l'aise avec la technologie.

Aujourd'hui, une grande partie des dépenses quotidiennes repose sur des systèmes gérés par des acteurs non européens, qu'il s'agisse de cartes émises par des entreprises américaines ou d'applications de paiement appartenant à des géants de la technologie.

DROITS DE DOUANE

La Nouvelle-Zélande suspend à son tour ses livraisons postales vers les États-Unis

La poste néo-zélandaise a suspendu provisoirement les livraisons postales vers les États-Unis, a annoncé samedi le gouvernement, invoquant la confusion engendrée par les droits de douane imposés par le président Donald Trump. La New Zealand Post a annoncé avoir temporairement suspendu ses services à partir du 21 août avant l'entrée en vigueur le 29 août des tarifs douaniers de 15% imposés par les États-Unis.

Droits de douane: La Poste annonce suspendre «temporairement» les envois de colis vers les États-Unis

Seuls un nombre limité de lettres et les documents importants, tels que les passeports ou les lettres juridiques, seront livrés aux États-Unis, indique un communiqué sur le site internet du transporteur. New Zealand Post a déclaré qu'elle s'employait à apporter «rapidement» des changements à son service en espérant reprendre les livraisons «dès que possible».

Fin juillet, l'administration Trump a annoncé mettre fin à l'exemption de taxes sur les petits colis entrant aux États-Unis à compter du 29 août. Washington va ainsi taxer les livraisons postales, d'une valeur inférieure à 800 dollars, au même niveau que les autres produits provenant de l'UE, soit à 15%, selon l'accord commercial conclu fin juillet.

Les États-Unis ont commencé à imposer des tarifs douaniers en avril, mais la plupart ne prennent effet qu'en août après des mois de négociations.

ROYAUME-UNI

La Banque d'Angleterre alerte sur le "défi aigu" de la faible croissance

Le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Andrew Bailey, a déclaré que le Royaume-Uni fait face à un "défi aigu" lié à la faible croissance économique et à la baisse de la participation au marché du travail depuis la pandémie de Covid-19.

S'exprimant lors d'une conférence annuelle organisée dans le Wyoming par la Réserve fédérale américaine, Andrew Bailey a souligné samedi que le vieillissement de la population et les problèmes de santé chez les jeunes freinent l'activité, appelant à renforcer la productivité pour relancer l'économie.

Selon les données officielles du 1er semestre 2025, 21 % des Britanniques en âge de travailler (entre 16 et 64 ans) ne sont ni en emploi ni en recherche active, "un taux encore supérieur à celui d'avant la pandémie"

Ce recul de la population active pourrait compromettre la trajectoire désinflationniste, selon certains responsables de la Banque d'Angleterre, alors que l'inflation britannique culmine à 3,8 % en juillet, la plus élevée des pays du G7.

WINDOWS 95 FÊTE SES 30 ANS

Comment Microsoft a cadré l'usage et la culture du PC domestique

Un ancien ingénieur d'Apple, recruté par Oppo, est accusé d'avoir emporté avec lui des documents internes confidentiels. La firme américaine a saisi la justice pour vol présumé de secrets industriels liés à l'Apple Watch.

À sa sortie en août 1995, Windows 95 n'est pas seulement un système d'exploitation. C'est un produit pop, vendu comme un événement planétaire, soutenu par les Rolling Stones et un marketing millimétré. Mais au-delà de l'emballage, c'est bien lui qui a posé les bases de l'informatique domestique telle qu'on la connaît. Une interface, des usages... et un standard.
Avant Windows 95, l'informatique personnelle existait déjà. Apple avait déjà imposé le Macintosh dès 1984, et des machines comme l'Amiga ou l'Atari ST proposaient une interface graphique accessible. Mais elle restait réservée à un public d'initiés, de technophiles, de professionnels. Les PC de l'époque étaient vendus avec MS-DOS ou des versions antérieures de Windows qui dépendaient encore fortement des lignes de commande. Avec Windows 95, Microsoft change de braquet. Le produit est lancé comme un album, avec un teasing mondial, une publicité diffusée à la télévision et Start Me Up des Rolling Stones en fond sonore. Pour la première fois, un OS devient un événement culturel. On parle de 7 millions de copies vendues en cinq semaines, un record pour l'époque. Le système sort officiellement du cercle des experts pour s'adresser à monsieur et madame tout le monde, en promettant que chacun peut enfin « comprendre » son ordinateur.

Une interface, une norme, une promesse

Le tour de force de Windows 95, c'est d'avoir proposé une interface cohérente, simple, immédiatement compréhensible. Le menu Démarrer, la barre des tâches, les fenêtres superposables, le clic droit contextuel… autant d'éléments devenus des réflexes, repris ensuite par toute l'industrie. Mais surtout, le Shell Explorer unifie l'environnement graphique en remplaçant l'ancien gestionnaire de fichiers. Il relie le bureau, les fenêtres de navigation et les propriétés système dans une interface cohérente, conçue pour une utilisation à la souris. En parallèle, Windows 95 introduit des bases techniques qui vont structurer l'informatique domestique pour les années à venir. Le multitâche préemptif pour les applications 32 bits, l'adoption de FAT32 sur les révisions OEM, la prise en charge encore partielle de l'USB ou encore l'intégration de DirectX esquissent déjà un futur où le PC pourra tout faire. Même la pile réseau TCP/IP, désormais incluse et activable sans manipulations obscures, prépare doucement le terrain pour l'arrivée d'Internet. Mais l'essentiel est peut-être ailleurs. Car au-delà de l'interface, Windows 95 impose une expérience pensée pour fonctionner dès l'allumage. Le système est préinstallé, les réglages sont unifiés, les interactions sont prévisibles. Pour la première fois, l'ordinateur domestique fonctionne sans avoir besoin d'expertise technique. C'est cette fluidité apparente, plus que la puissance, qui en fait un produit grand public. Cette logique se retrouve jusque dans la promesse du Plug and Play, censée permettre à tout périphérique d'être détecté et configuré automatiquement. Si l'exécution est encore bancale à l'époque – les imprimantes font souvent de la résistance, d'où le sobriquet « plug 'n' pray » – l'idée reste marquante. L'informatique commence à donner l'impression de couler de source, instaurant une continuité d'usage qui tranche avec les bricolages des générations précédentes.

Et Microsoft imposa sa vision du PC

Reste enfin qu'avec Windows 95, Microsoft ne dicte pas seulement une façon de faire fonctionner un ordinateur. Elle impose une manière d'y penser. Le bureau devient l'espace central, les fichiers sont des objets qu'on déplace, le double-clic s'installe comme réflexe. Cette vision, devenue la grammaire de l'informatique personnelle, façonne durablement l'expérience utilisateur et conditionne la manière dont des millions de personnes perçoivent le numérique.
C'est aussi à cette période que la configuration type se fige : une tour, un écran, une souris, un clavier, un système préinstallé avec une interface graphique unique. L'utilisateur ou l'utilisatrice n'a plus à choisir, ni à comprendre ce qui se passe en coulisses. L'informatique devient une « boîte noire » qu'on allume et qui fonctionne. Et c'est précisément ce qui séduit celles et ceux qui s'en tenaient jusqu'ici à l'écart.
Cette accessibilité n'a d'ailleurs pas été qu'ergonomique puisqu'avec Windows 95, l'informatique devient aussi plus abordable. Le système tourne sur des machines produites en masse, bon marché, préconfigurées. En généralisant le modèle OEM, Microsoft fait chuter les prix et inonde le marché.
Résultat : un ordinateur sous Windows 95 coûte bien moins cher qu'un Mac – déjà en perte de vitesse, fragilisé par un OS vieillissant et une stratégie produit éclatée. L'alliance avec Intel, et la montée en puissance du Pentium, jouent aussi un rôle clé, au moment où Motorola et Apple peinent à transformer l'essai du PowerPC. In fine, le duo Wintel impose une nouvelle norme technique, qui met l'écosystème Mac au pied du mur. Côté logiciels, l'arrivée d'Office 95 dans la foulée du système renforce l'association entre Windows et productivité. Les CD-ROM grand public et les accords avec les constructeurs contribuent à installer durablement cette combinaison dans les foyers. L'ordinateur personnel devient aussi un outil de travail, de gestion, d'apprentissage – pas seulement une machine à jouer ou à taper du texte.
Mais Microsoft voit déjà plus loin. Avec Windows 95, l'entreprise amorce aussi l'ouverture vers le Web. Internet Explorer débarque via le pack Microsoft Plus! dès le lancement. Il sera rapidement intégré nativement par les constructeurs sur les versions suivantes, avec une présence encore plus profonde à partir d'IE 4. Les connexions 56k, standardisées avec la norme V.90 à partir de 1998, n'arriveront que plus tard. Mais le terrain est déjà prêt. L'informatique domestique est en train de devenir connectée.

Trente ans d'usage en héritage… pour combien de temps encore ?

On peut débattre de la date de naissance de l'informatique personnelle. Mais si l'on parle d'un usage véritablement domestique – avec une interface graphique intuitive, des logiciels préinstallés, un accès facilité au Web et une communication de masse –, alors Windows 95 marque un point de bascule.
Au-delà de l'interface, le système impose une expérience complète, pensée pour fonctionner dès l'allumage, avec la même organisation sur chaque machine. L'approche est calibrée, reproductible, rendue possible par le rôle central des OEM, qui prééquipent les PC, standardisent les environnements et assurent une certaine homogénéité d'usage.
C'est aussi cette structure qui favorise l'intégration progressive d'Internet Explorer, de FAT32, de DirectX, ou encore – plus tard – de la compatibilité USB. L'architecture logicielle et matérielle du PC domestique commence à se figer. Trente ans plus tard, le menu Démarrer est toujours là. La barre des tâches aussi. Le système de fenêtres, le clic droit, les raccourcis clavier ont traversé les générations sans perdre leur logique d'origine. Et si, aujourd'hui, Windows 11 modernise les icônes, les animations, les interactions, il hérite surtout d'une grammaire d'usage posée en 1995.
C'est peut-être ça, la vraie réussite de Windows 95. Avoir transformé une série de gestes techniques en une culture. Avoir imposé une interface, un mode d'emploi, un cadre. Le PC domestique, tel qu'on le connaît, est une création collective. Mais Microsoft a été la première entreprise à le packager, le diffuser, le figer, jusqu'à cristalliser une vision de l'informatique reproductible et accessible à des millions d'utilisateurs et d'utilisatrices, tant sur le plan ergonomique que financier.
Alors non, Windows 95 n'a pas inventé l'informatique grand public. Il l'a standardisée. Il l'a rendue banale. Et c'est cette banalisation qui, encore aujourd'hui, façonne notre manière d'utiliser un ordinateur. Le système a disparu des machines. Mais son modèle d'usage, lui, continue de tourner partout
Il est d'ailleurs tellement installé qu'on en oublierait presque qu'il a fallu l'inventer. Or Microsoft, aujourd'hui, s'apprête peut-être à en redéfinir les contours. Avec Windows 12 – ou du moins, ce que l'on pressent comme tel – la firme promet un assistant omniprésent, contextuel, capable d'anticiper les besoins et d'agir avant même qu'on le sollicite. Si cette promesse se concrétisait, elle marquerait un tournant majeur. Un virage agentique, qui signerait possiblement la fin du paradigme figé depuis trois décennies – celui d'un système passif, calé sur des gestes familiers.
Et dans ce cas, le PC domestique pourrait bien s'engager dans un nouveau chapitre. À sa manière aussi structurant que celui amorcé en 1995.

APPLE WATCH

Un départ d'un employé de la pomme chez Oppo vire au procès

Un ancien ingénieur d'Apple, recruté par Oppo, est accusé d'avoir emporté avec lui des documents internes confidentiels. La firme américaine a saisi la justice pour vol présumé de secrets industriels liés à l'Apple Watch.
Apple a intenté une action en justice contre l'un de ses anciens salariés, le Dr Chen Shi, ex-membre de l'équipe Apple Watch, qu'elle soupçonne d'avoir transféré des informations sensibles à son nouvel employeur : Oppo. L'entreprise affirme que cet ingénieur, spécialiste des capteurs, aurait emporté avec lui des données confidentielles avant son départ. Dans sa plainte, la firme de Cupertino décrit un comportement minutieusement organisé de la part de son ex-employé. Avant de rejoindre Oppo, Chen Shi aurait participé à des dizaines de réunions avec des membres de l'équipe Apple Watch pour s'informer sur leurs travaux, comme cela nous est rapporté par The Verge. Parallèlement, il aurait téléchargé plus d'une soixantaine de documents à partir d'un dossier protégé, stockés sur une clé USB. Selon la société, l'ingénieur aurait également transmis à Oppo qu'il cherchait à « collecter un maximum d'informations » avant sa prise de poste. Des traces laissées sur son ordinateur professionnel éveillent d'ailleurs les soupçons : l'ingénieur aurait recherché en ligne des requêtes telles que « comment effacer les données d'un MacBook » ou encore « quelqu'un peut-il voir si j'ai ouvert un fichier sur un lecteur partagé ». Des indices qui, pour Apple, témoignent d'une volonté de masquer ses actions. Avant son départ, Chen Shi occupait le poste de sensor system architect, ce qui, selon la firme, lui donnait « une place de premier rang dans le développement par Apple de sa technologie de capteurs de santé de pointe, incluant des feuilles de route hautement confidentielles, des documents de conception et de développement, ainsi que des spécifications pour la technologie des capteurs ECG ». Des responsabilités qui l'exposaient donc directement aux projets les plus sensibles de la Pomme. De plus, la firme dirigée par Tim Cook affirme avoir découvert, grâce à l'iPhone professionnel de l'ingénieur, que celui-ci dirige désormais une équipe de développement des technologies de détection chez Oppo.

AVEC SES DROITS DE DOUANE

L'Europe pensait stopper l'invasion des électriques chinoises, mais elle n'a fait que déplacer le problème

Confrontés à de lourds droits de douane sur leurs voitures électriques, les constructeurs chinois comme BYD et MG s'adaptent en inondant l'Europe de modèles hybrides rechargeables. Grâce à cette parade, ils contournent une partie des barrières tarifaires européennes et gagnent du terrain, au détriment des constructeurs historiques en proposant des offres très bien placées. Redoutée sur l'électrique, l'industrie automobile chinoise n'est-elle pas déjà en train de gagner la guerre sur le marché de l'hybridation ?

Les surtaxes imposées aux véhicules électriques chinois n'ont pas tari la créativité des constructeurs de l'Empire du Milieu. Portés par BYD et MG, les hybrides et hybrides rechargeables déferlent désormais sur l'Europe en proposant des offres attractives et en grignotant de plus en plus rapidement des parts de marché.

Contournement des taxes douanières: la grande parade hybride des Chinois

Depuis l'instauration, à l'automne 2024, de droits de douane supplémentaires sur les voitures électriques chinoises allant jusqu'à 36,3 % pour MG, 27 % pour BYD, s'ajoutant aux 10 % de base), la stratégie des constructeurs asiatiques a changé de cap. Autrefois champions de l'électrique bon marché, BYD, MG et d'autres constructeurs chinois font désormais de l'hybride leur cheval de bataille pour échapper aux coups de frein réglementaires de Bruxelles. Suite à l'instauration des nouvelles surtaxes, les importations de voitures 100% électriques chinoises ont en effet plongé jusqu'à –60% pour certains modèles MG au premier semestre 2025.

Mais la riposte ne s'est pas faite attendre. BYD et MG ont en effet déplacé leur offensive vers les hybrides rechargeables et non rechargeables, encore épargnés par la vague de surtaxes européennes. Les chiffres sont intéressants : en mai 2025, les marques de voitures chinoises atteignent un record de 5,4 % de part de marché (soit plus de 60 000 véhicules écoulés), contre à peine 3 % un an plus tôt sur un marché européen qui ne croît que de 1,3 % sur l'année. Cette montée en puissance repose d'abord sur la capacité des constructeurs à s'adapter : au premier semestre 2025 BYD a immatriculé près de 20 000 PHEV (hybrides rechargeables) dans l'Union européenne et avec un seul modèle PHEV dans son catalogue. MG de son côté place l'hybride MG3 parmi les 10 voitures chinoises les plus vendues en France cette année (8 845 exemplaires), tandis que les ZS et EHS se hissent dans les tops ventes du groupe.

BYD a fait du Seal U DM-i, hybride rechargeable disponible à partir de 34 990 €, son nouveau chef de file. En mars, il s'en est vendu 6 276 exemplaires en Europe, détrônant le Volvo XC60 sur le segment des PHEV selon Dataforce. Ce modèle de 4,77 m, lancé au premier trimestre, propose une puissance de 217 ch en deux roues motrices et 323 ch en quatre roues motrices. Selon nos essais mesurés sur la première version, le Seal U DM-i emporte une batterie de 18,3 kWh permettant de rouler en tout électrique sur 76 km en ville avant que le 1.5 ne démarre, et 61 km sur route. Mieux encore, batterie vide, nos mesures ont relevé en ville une consommation de seulement 5,7 l/100 km, ainsi que 6,8 l/100 km sur route, soit des chiffres vraiment bas pour un véhicule de ce gabarit.

Hybrides chinois, des offres de plus en plus diversifiées à des tarifs imbattables

MG, de son côté, tire profit d'une gamme élargie mêlant hybrides et hybride rechargeable. Les MG3 et ZS hybrid+ partagent la même chaîne de traction, développant 197 ch tout en affichant une certaine sobriété avec une consommation de 5,4 l/100 km lors de notre essai presse pour la citadine et une moyenne de 6 l/100 km sur notre exigeant cycle de mesure avec le ZS hybrid+, ce qui place ce rival du Dacia Duster comme le best-seller de la marque avec plus de 4 728 immatriculations depuis le début d'année chez nous, pour un tarif imbattable de 23 490 €.

Mais ce n'est pas tout. Diversifiant son offre, MG mise aussi sur l'hybride rechargeable avec son plus gros SUV EHS à 37 990 € développant 272 ch et surtout offrant 117 km en ville et 79 km sur route en tout électrique selon notre protocole. Batterie vide, nos débitmètres ont mesuré

5,8 l/100 km en ville et 8,8 l/100 km sur route et autoroute. Imparfait dynamiquement, en particulier le Seal U DM-i qui doit faire de gros efforts au niveau du réglage de ses suspensions et de la remontée d'information dans le volant, ces voitures montrent que les constructeurs chinois ont su rapidement changer leur fusil d'épaule et proposer des offres pragmatiques non seulement en phase avec le marché mais idéales pour contourner les droits de douanes.

Une concurrence européenne plus chère

En face, la concurrence européenne, même si elle affiche des prestations routières supérieures et de meilleures consommations ou autonomies en tout électrique s'affiche à des tarifs nettement plus élevés: le Peugeot 3008 Plug-in Hybrid 195 ch démarre à 41 990 €, le Peugeot 5008 Plug-in Hybrid 195 ch est à 43 990 €, le Volkswagen Tiguan eHybrid 204ch débute à 53 900 €. Chez Renault le nouvel Austral commence à 41 800 € et le Dacia Duster Hybrid 140 se positionne à 26 900 €. Des tarifs systématiquement plus élevés que la concurrence venue de l'Empire du milieu.

Au final, l'ensemble des constructeurs chinois représente désormais 4,1 % des ventes automobiles totales en Europe, contre 2,5 % un an plus tôt. Tous modèles confondus, la part de marché globale dépasse pour la première fois les 5 % au printemps 2025. En plus, BYD finalise actuellement deux usines, en Hongrie (300 000 véhicules/an) et en Turquie (jusqu'à 200 000/an), et envisage déjà une troisième ligne de production dans les 2 ans. MG lancera d'ici 2027 une unité d'assemblage d'au moins 100 000 véhicules par an, un projet qui pourrait se concrétiser hors des pays ayant voté en faveur des droits de douane. Chaque site vise une double cible : alimenter la demande croissante en Europe et esquiver les droits de douane en produisant localement. La parade hybride n'est du coup pas anodine : elle permet aussi aux constructeurs chinois de roder leurs réseaux (BYD vise un doublement des concessions en France d'ici 2026), de préparer l'après-sanction (si elle arrive) et d'accroître leur notoriété avant de revenir à l'assaut de l'électrique pur.

La nouvelle Renault Clio arrive dans quelques jours

Attendue au Salon de Munich début septembre, la nouvelle Clio 6 reste très discrète. Renault ne révèle rien encore sur celle qui sera basée sur une plateforme déjà connue et qui délaissera le diesel. Une évolution plus qu'une révolution ? Voici ce que l'on sait.

Plus que quelques jours avant sa révélation officielle au Salon de Munich, du 9 au 14 septembre 2025. Pourtant, Renault joue la carte du mystère avec sa Clio 6. Pas de campagne de teaser à rallonge. Pas de photos officielles. Et encore moins de détails techniques confirmés.

Non, pour l'heure, les seuls indices proviennent de prototypes lourdement camouflés croisés sur les routes, et d'images volées au sein de l'usine turque de Bursa. Des clichés, bien que flous, qui ont malgré tout le mérite de confirmer que la pré-production est déjà en cours. Ces premiers exemplaires servent à former les équipes, affiner la qualité des assemblages et corriger d'éventuels défauts pour le modèle de série. Avant le démarrage de la production en série, qui devrait débuter dans la foulée du salon. Quant aux commandes, elles devraient ouvrir peu après sa présentation pour une arrivée en concessions fin 2025. Si cette star des ventes (la Clio 5 est la voiture la plus vendue en France en 2024) est très attendue, elle pourrait malgré tout ne pas être la révolution attendue.

Déjà parce que techniquement, la Clio 6 ne part pas d'une feuille blanche. Elle repose sur une évolution de la plateforme CMF-B, déjà utilisée sur la Clio 5.

Une nouvelle génération... sur un air de déjà-vu

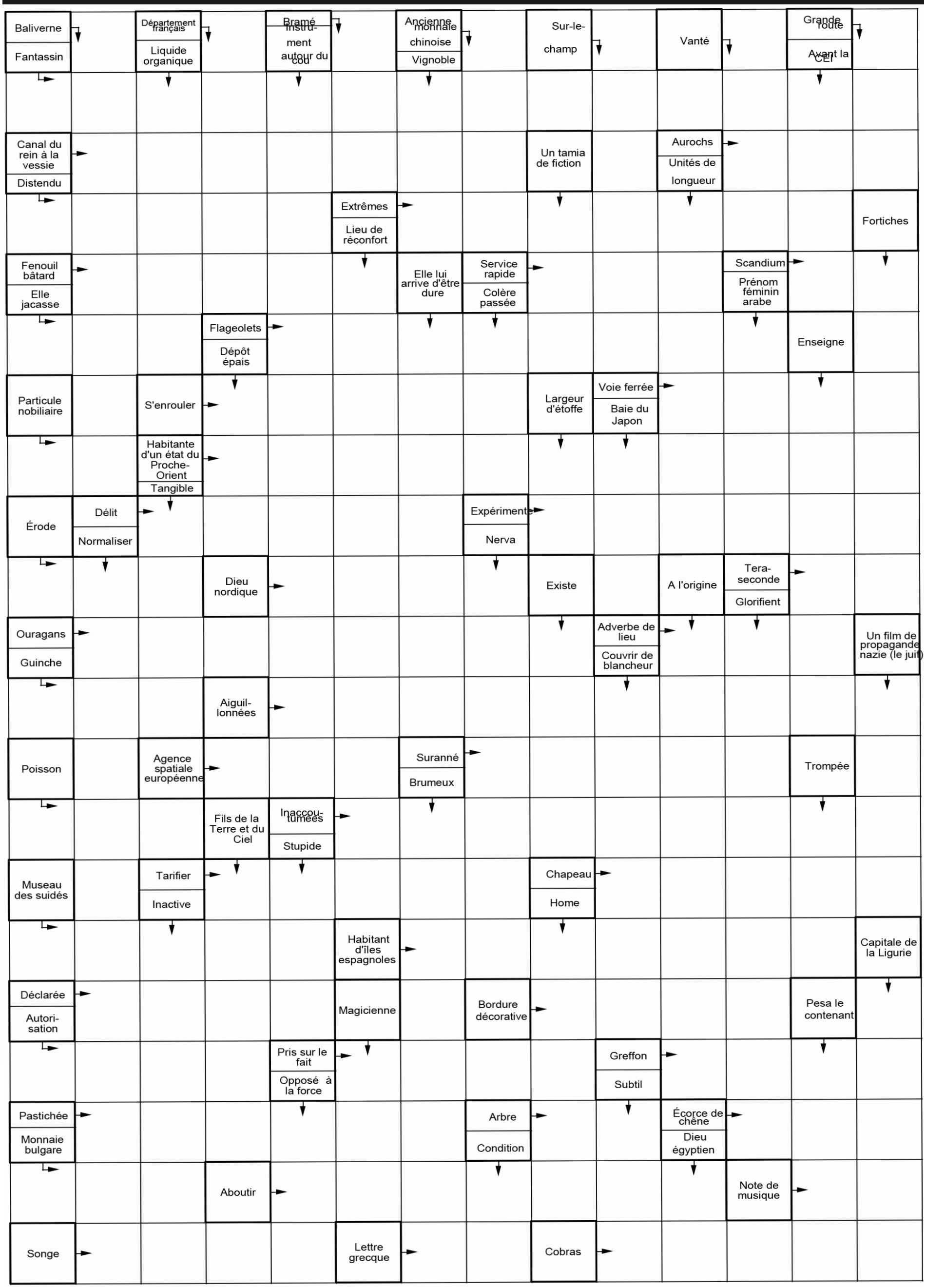
Qui elle même repartait en partie des bases de la Clio 4, laquelle s'appuyait sur sa devancière la Clio 3 avec l'ancienne plateforme "B". Mais la qualité perçue a réellement franchi un cap sur la 5 après une quatrième génération très décriée sur ce plan. La 5 avait donc bien redressé la barre et la 6 devrait maintenir ce cap. Une manière aussi pour Renault de capitaliser sur un châssis qui a fait ses preuves, plutôt que de tout repenser. Mais ça limite aussi les bouleversements. Malgré tout, côté motorisations, le diesel devrait tirer sa révérence. Un choix logique quand on sait que l'ancien carburant star n'est plus en odeur de sainteté auprès des acheteurs (et ses prix sont presque identiques à ceux de l'essence). L'offre se concentrera sur des blocs essence, essence/GPL et un hybride E-Tech de 160 ch, déjà bien connu dans la gamme. Quant à l'esthétique, elle devrait largement reprendre à l'avant des éléments des derniers modèles, Rafale, Espace et Austral.

À l'arrière en revanche, d'après les photos espions, le hayon sera moins vertical et le profil plus effilé. De quoi moderniser la silhouette sans abandonner l'identité du modèle. Et surtout, la Clio devrait gagner quelques centimètres pour devenir un peu plus imposante et spacieuse. Quitte à se rapprocher du gabarit des anciennes... Mégane.

Suffisant pour rester dans la course ?

À bord, des photos espions ont permis de voir que la Clio 6 adoptera l'habitacle et le système multimédia des récentes Renault 5 et 4, avec deux écrans numériques et Google intégré de série. Face à la Peugeot 208 et aux autres citadines polyvalentes, la Clio 6 jouera donc la carte de la modernisation. Mais plutôt mesurée. En espérant que cette mise à jour esthétique et technologique, à défaut de révolution technique, sera suffisante pour rester compétitive sur un marché ultra concurrentiel. Et surtout, conserver sa place de numéro un en France !

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Mardi 26 août 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Acquisition de 1000 distributeurs automatiques de billets

L'Algérie procédera à l'acquisition de 1000 distributeurs de billets, a annoncé le ministre de la poste et des télécommunications Sid Ali Zarrouki. Ces distributeurs seront acquis dans le cadre du programme complémentaire de l'année en cours, a indiqué le ministre en marge de sa visite d'inspection effectuée dans la wilaya d'El Bayadh. Un premier quota de 300 unités de ces appareils est attendu pour le mois de septembre prochain, a t-il encore fait savoir selon un compte rendu de la radio nationale.

FACE AUX GRAVES DÉVELOPPEMENTS QUE CONNAÎT LA QUESTION PALESTINIENNE

Attaf appelle à une position collective renforcée

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a souligné, lundi depuis Djeddah, l'importance d'une position collective renforcée des Etats membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) face aux défis existentiels et aux graves développements que connaît la question palestinienne. Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, M. Attaf a affirmé, dans une allocution prononcée aux travaux de la session extraordinaire du Conseil des ministres des Affaires étrangères des Etats membres de l'OCI, que "les graves menaces qui pèsent sur la question palestinienne, en particulier, et sur la région du Moyen-Orient, en général, nous imposent, ainsi qu'à toute la communauté internationale, d'adopter une nouvelle vision pour anticiper les évolutions de la situation et faire face aux dangers qui en découlent". "C'est le défi de l'heure et la responsabilité absolue qui nous incombe au regard de la conjoncture actuelle. C'est surtout un devoir collectif aussi exigeant que sensible", a-t-il soutenu.

GUELMA

Saisie de 3 quintaux de denrées et viandes impropres à la consommation

Les agents des brigades de contrôle de la qualité et de répression de la fraude de la direction du commerce de Guelma ont saisi depuis début août courant trois quintaux de denrées et viandes rouges et blanches impropres à la consommation humaine, apprend-on lundi auprès de la direction du secteur. Il s'agit, notamment de 55 kg de viandes blanche et rouge impropres à la consommation et de quantités de divers autres produits alimentaires mis en vente sans respect des conditions d'hygiène et de conservation ou au-delà de la date de péremption, ont indiqué les services de la direction du commerce. La saisie de ces produits présentant de graves dangers pour la santé des consommateurs a été effectuée au terme de 1.228 interventions des brigades de contrôle de la qualité et de répression de la fraude depuis le début de mois d'août courant à ce jour à travers les commerces et restaurants de la wilaya, a souligné la même source. Les sorties de terrain des agents de contrôle au cours du mois en cours ont donné lieu à 88 verbalisations et la fermeture de deux boucheries, selon la même source.

SELON EDO

Sécheresse record pour un début août en Europe et sur le pourtour méditerranéen

La sécheresse a continué de sévir de manière exceptionnelle début août en Europe et sur le pourtour méditerranéen, avec plus de la moitié (51,3%) des sols affectés, selon les dernières données de l'Observatoire européen de la sécheresse (EDO). Un taux aussi haut n'avait jamais été relevé pour la période du 1er au 10 août depuis le début des observations en 2012. Depuis mi-avril, environ la moitié de cette zone est touchée par la sécheresse, un épisode dépassant en gravité la lourde sécheresse de l'été 2022. L'indicateur de sécheresse de l'observatoire du programme européen Copernicus, constitué à partir d'observation satellitaire, combine le niveau de précipitations, l'humidité des sols et l'état de la végétation. Il se décompose en trois niveaux de sécheresse: surveillance, avertissement et alerte. Début août, 7,8% de l'Europe et du pourtour méditerranéen étaient en état d'alerte, le niveau le plus grave, 38,7% en avertissement, et 4,9% en surveillance. Le Caucase et le nord des Balkans sont les régions les plus touchées par la sécheresse. La Géorgie et l'Arménie sont ainsi affectées par la sécheresse sur 97% de leur territoire, tout comme la Bulgarie et le Kosovo, alors que la Serbie, la Macédoine du Nord, l'Albanie, la Hongrie et le Monténégro ont tous au moins les trois quarts de leur superficie en avertissement ou en alerte. Cette partie de l'Europe avait été touchée en juillet et en août par des vagues de chaleur, favorisant de nombreux incendies de forêt, dont certains mortels (un mort au Monténégro, un en Albanie). L'Espagne, le Portugal et l'Italie, également frappés par de violents incendies en début de mois, ne sont plus affectés par la sécheresse que localement. D'après des estimations par pays fournies par le système européen d'information sur les feux de forêt (Effis), les incendies, dont l'apparition et la propagation sont facilitées par la sécheresse, ont déjà ravagé plus d'un million d'hectares dans l'UE en 2025, dépassant en huit mois le record sur l'ensemble d'une année.

ESCALADE SIONISTE À GHAZA

L'ONU exige des mesures immédiates pour mettre fin au «carnage»

La Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les territoires palestiniens occupés, Francesca Albanese, a appelé à prendre des mesures immédiates pour mettre fin au "carnage" à Ghaza, quelques heures après que cinq secouristes, quatre journalistes et un pompier sont tombés en martyrs, lors d'une frappe sioniste contre le complexe médical "Nasser" à Khan Younis, dans le sud de la bande de Ghaza. Des sauveteurs tués dans l'exercice de leurs fonctions. Des scènes comme celle-ci se déroulent à chaque instant à Ghaza, souvent invisibles et largement non documentées", a dénoncé Mme Albanese sur les réseaux sociaux, appelant les Etats à prendre des mesures immédiates pour mettre fin au "carnage" dans l'enclave palestinienne.
La responsable onusienne a exhorté les gouvernements à intervenir de "manière décisive", avertissant que l'inaction perpétue la violence, réitérant ses appels à des mesures internationales urgentes, y compris la fin du blocus sur Ghaza, un embargo sur les armes contre l'entité sioniste, et l'imposition de sanctions contre l'occupation.
Depuis octobre 2023, plus de 62.744 Palestiniens sont tombés en martyrs dans la bande de Ghaza, dans le cadre d'une guerre génocidaire menée par l'occupation sioniste, qui a dévasté l'enclave palestinienne et provoqué une crise humanitaire sans précédent.

ÉTATS-UNIS

Les ventes de maisons neuves reculent en juillet mais sont supérieures aux attentes

Les ventes de maisons neuves aux États-Unis ont reculé au mois de juillet, tant sur un mois que sur un an, mais ont été supérieures aux attentes des marchés, selon les données publiées lundi par le département du Commerce. 652.000 nouveaux logements ont été vendus en rythme annualisé - estimation du nombre total de ventes sur un an selon le rythme observé sur ce mois - en léger recul par rapport au mois de juin (-0,6%) mais en baisse bien plus marquée sur un an (-14%). Les analystes s'attendaient à un ralentissement encore plus marqué des ventes, ne prévoyant que 632.000 unités, selon le consensus publié par MarketWatch. Le rythme de vente reste dans tous les cas relativement faible, alors que le stock des logements neufs disponibles continue de progresser sur un an (+7,3%), même si la tendance commence à s'inverser sur un mois, avec un recul de 0,6%. La bonne nouvelle pour les acheteurs potentiels est que les prix restent orientés à la baisse, sur un mois comme sur un an, le prix médian des maisons neuves étant de 403.800 dollars. Le prix moyen de vente reste plus élevé, à 487.300 dollars. Il est également orienté à la baisse, aussi bien par rapport à juin que comparé à juillet 2024. Le marché américain de l'immobilier souffre toujours largement d'un contexte difficile, avec des prêts immobiliers toujours à un niveau élevé. Les prêts à 30 ans, les plus populaires aux États-Unis, restent ainsi toujours assortis d'un taux moyen de 6,58%, selon les données actualisées au 21 août de l'agence de refinancement Freddie Mac. Ils se sont maintenus depuis une dizaine de mois dans une fourchette comprise entre 6,50% et 7%, après une baisse temporaire en septembre dernier et ne sont jamais passés sous les 6% depuis septembre 2022. Ils connaissent cependant depuis fin mai une baisse régulière et devraient continuer à s'orienter dans ce sens, alors que les marchés s'attendent désormais à une baisse des taux de la Réserve fédérale (Fed), pour la première fois de l'année, lors de sa prochaine réunion, prévue mi-septembre.

BLIDA

L'incendie de Hakou Feraoun «totalement maîtrisé»

Les équipes opérationnelles de la Protection civile, des services des forêts et de l'Armée nationale populaire (ANP), mobilisées pour éteindre l'incendie qui s'était déclaré dimanche après-midi dans la forêt de Hakou Feraoun, commune de Chréa dans la wilaya de Blida, ont réussi, lundi, à "maîtriser totalement le feu", a indiqué la Protection civile dans un communiqué. "L'incendie de Hakou Feraoun est totalement maîtrisé. Les opérations de refroidissement et d'extinction de quelques foyers résiduels, sans danger, se poursuivent encore", a précisé la même source. L'opération d'extinction s'est prolongée jusque tard dans la nuit de dimanche et durant toute la journée de lundi, mobilisant d'importants moyens humains et matériels, est-il souligné. Un poste de commandement opérationnel a, par ailleurs, été installé afin de coordonner les différentes interventions de terrain, avait indiqué le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire dans un communiqué. Le dispositif de lutte a été renforcé par des moyens et effectifs supplémentaires, à savoir la colonne mobile de lutte contre les feux de forêts de Blida, la colonne mobile relevant de l'Unité nationale et celle de Médéa, ainsi que le détachement régional de lutte contre les feux de forêts de la wilaya de Chlef, selon le même communiqué. Il s'agit également de la mobilisation d'"un hélicoptère MI-26 et d'un avion bombardier d'eau BE-200, relevant de l'Armée nationale populaire (ANP)", selon la même source. Le wali de Blida, Ibrahim Ouchen, accompagné du Directeur général de la protection civile, le colonel Boualem Bourelaf, s'est rendu sur les lieux de l'incendie pour suivre de près les opérations d'extinction des flammes.